



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

- - - - -

**Séance publique du
Jeudi 05 février 2015**

- - - - -

PROCES-VERBAL

SEANCE ORDINAIRE DU 5 FÉVRIER 2015

Procès-verbal

L'an deux mille quinze et le cinq février à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER, Mme F. GABORIT suppléant de M. E. PENSO.

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme V. DEMON à M. A. LARUE, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. H. MARTIN à Mme V. PEREZ, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE.

Absent(es):

M. Djamel BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme France JAMET.

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance officielle du conseil de métropole du jeudi 5 février 2015. Je vais demander à Madame Catherine Dardé, première vice-présidente, de venir nous rejoindre à la tribune. Je vais demander, si vous êtes d'accord, pour qu'elle soit secrétaire de séance, à Maud BODKIN de bien vouloir nous rejoindre également pour l'appel.

Madame Bodkin procède à l'appel.

L'appel est clos.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer. Vous avez, sur vos bureaux, plusieurs documents. Je vous rappelle d'abord que le prochain conseil de métropole aura lieu le 5 mars et nous aurons là notre débat d'orientation budgétaire. Le budget sera voté le 31 mars, toujours à 18h. Vous avez plusieurs documents. Vous avez d'abord le programme de janvier jusqu'à mars de la salle Victoire 2. Vous avez les rencontres de la médiathèque Émile Zola pour janvier et février. Vous avez Jean Arnal et le néolithique. Et vous avez le Mag, c'est-à-dire le magazine de l'Agglomération devenu Métropole les 3M.

Ce conseil risque d'être un peu long. J'aimerais aborder en préambule toute une série d'informations et de domaines qui intéressent la métropole de Montpellier. Certains sujets ont déjà été évoqués, mais d'autres nous obligent à prendre des positions qui sont dans l'intérêt de l'institution, mais aussi des populations dont nous avons la charge. Vous dire d'abord que j'ai émis un courrier à l'adresse de Christiane Taubira, garde des sceaux, pour soutenir la requête du procureur Barret qui s'inquiète du manque d'effectif dans la magistrature et qui l'a signifié à la ministre.

Le parquet de Montpellier étant sous doté, j'ai appuyé, auprès du ministre, sa demande. J'ai également fait un deuxième courrier, et ça intéresse les maires de Lattes et de Pérols, pour rappeler à Monsieur Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, ses engagements sur les 25 policiers supplémentaires dans la police nationale de l'effectif de Montpellier. J'aurai d'ailleurs l'occasion de lui répéter de vive voix samedi matin puisqu'il vient, lors d'une visite officielle, inaugurer une plaque sur la plate-forme de service entre le SDIS et le CHRU, au centre du SDIS à Vailhauques à 11h.

Deuxième sujet, il s'agit là du contrat de plan État/Région, le CPER. Le premier ministre a interpellé les préfets de région pour que soit mis en œuvre une concertation pour l'élaboration du CPER. Cette concertation devait se faire avec les métropoles.

Or, lorsque Monsieur Valls est venu à Montpellier, il a signé le CPER avec le Président de Région, Monsieur Alary, mais à aucun moment la métropole de Montpellier n'a été concertée. C'est donc en dehors des textes de loi. La signature définitive du CPER n'est pas faite, elle doit se faire dans les jours à venir. Je m'interroge donc sur les procédures et sur la façon d'organiser ce contrat de plan État/Région. Ça ne laisse pas présager un avenir qui chante pour les métropoles et les régions ne doivent pas se comporter de la sorte, elles doivent respecter la loi. Et le Président de région, avec le préfet ont pour devoir de consulter, avant la signature définitive, Montpellier Méditerranée Métropole. La signature n'est pas encore réalisée, mais j'alerte aujourd'hui parce qu'à ce jour, nous n'avons pas de date, nous n'avons pas de procédure, nous n'avons pas de protocole. Si la grande région, et j'aurais l'occasion d'y revenir, pense pouvoir tenir en laisse les métropoles de Montpellier et de Toulouse, elle se trompe. Ça, ce n'est pas la République et ça n'est surtout pas l'esprit de la réforme territoriale. Je tenais à vous faire part de cette réflexion qui s'appuie sur des faits réels.

Dans un autre domaine, la CDAC aujourd'hui a donné un avis favorable au projet ODE, 9 voix pour, 1 contre et j'étais présent.

Je voudrais également vous indiquer que la métropole de Montpellier a fait acte de candidature pour le mondial de foot féminin de 2019 avec messieurs Meyssonier et Abert.

Concernant l'Open Sud de France, je répète ce que j'ai déjà dit. Toulouse a perdu l'Open de tennis ATP. Dans le Sud, il en existe deux, Marseille et Montpellier. Dans le cadre de la grande région, il est inconcevable que ce tournoi s'installe dans un autre pays du monde uniquement pour des broutilles ou pour des affaires personnelles, voire des rivalités. J'ai apporté tout ce que l'on pouvait apporter de plus et de mieux dans l'engagement de la métropole pour le maintien de ce tournoi qui est un tournoi populaire dans une région qui présente un nombre de licenciés extrêmement important. Les licenciés, un le foot, deux le tennis. Ce serait une faute grave, dans une métropole qui est le deuxième après Paris plus sportive de France, que de laisser partir un tournoi ATP où l'on inscrit la ville et sa métropole sur un circuit mondial. C'est pour cela qu'en son temps Georges Frêche avait pu le récupérer de Lyon. Il y va de l'image. Je pourrais dire d'autres choses, mais je me réserve le droit de parler plus avant. J'ai ici quelques documents, ce ne sont pas des menaces, mais à un moment, ça fatigue.

Ensuite, je voudrais indiquer à tous nos collègues ici rassemblés que le sommet des villes à grande vitesse, qui s'est tenu l'an passé à Gérone, se tiendra à Montpellier dont j'avais proposé la candidature qui a été retenue à l'unanimité, votée à l'unanimité de tous les présents et étaient présents Montpellier, Nîmes, Béziers, Narbonne, Perpignan, Toulouse, Gérone, Tarragone, Barcelone, Valence, Séville et Figueras. La candidature de Montpellier a donc été votée à l'unanimité et nous avons choisi la date du 7 octobre 2015 pour recevoir le sommet des villes à grande vitesse du sud.

Un autre dossier chaud, Miss France. Nous avons fait la une de VSD à côté de DSK puisque Martine Aubry a expliqué que Lille ne voulait plus Miss France et que Montpellier était donc bien placé. Je vous rappelle que le comité de Miss France n'a pas choisi la ville. C'était Lille qui devait avoir Miss France et puis Martine Aubry, je vous renvoie au texte, a expliqué que c'était dégradant, etc. Pourquoi était-elle candidate alors ? En tout était de cause, la candidature de Montpellier est posée, il y a aussi celle de Lille, mais pas de chantage avec Lille, je ne fais pas de compétition avec Lille. Montpellier/Lille, c'est sur le terrain de foot et pas sur la scène du Zénith. Nous allons donc attendre et nous verrons.

J'ai également reçu, et en remerciant tous les collègues d'avoir été présents, une lettre très sympathique du maire de Palerme qui vous a remercié, nous a remercié pour l'accueil qu'il a reçu à la métropole de Montpellier et nous a proposé d'engager le jumelage avec l'agglomération de Palerme de façon effective. Il a également confirmé le fait qu'il a proposé ma candidature dans l'association des maires des villes mondiales avec Palerme, nous verrons bien ce que ça donne.

Ensuite, j'ai pensé l'autre fois, en recevant le consul général des Etats-Unis, au maire de Saint-Georges-d'Orques qui a une cuvée magnifique d'un vin rouge qui porte le délicieux nom de Jefferson, nom du président des Etats-Unis qui s'était arrêté à Saint-Georges-d'Orques en son temps. Madame le consul général m'a demandé de te donner, Jean-François, ses coordonnées afin que lorsque la prochaine cuvée sera tirée des cuves, tu puisses entrer en contact direct avec elle pour favoriser les échanges.

Je vais maintenant aborder quelques petits sujets politiques parce qu'il faut que vous soyez informés. Je ne vais pas vous refaire l'histoire de Madame Delga dans Midi libre, vous l'avez lue. Mais je constate qu'aujourd'hui, le maire de Rodez, Monsieur Teyssède, dit la chose suivante dans un communiqué à l'AFP, il retire sa candidature pour la

région. Voilà ce qu'il dit, « ce n'est pas une campagne interne, c'est une campagne de validation de la candidature. Je ne veux pas servir d'alibi ». Et il critique les méthodes, « les milliers de mails qui sont arrivés, les fichiers auxquels il n'a pas pu avoir accès, etc. » Ça me rappelle les primaires à Montpellier.

Je voudrais vous faire part aussi du merveilleux article que vous avez dans l'Express de Jean Glavany, vous le lirez, il s'intitule « Carole, fais ton job ». Mais je ne vais pas insister, je vous le dis sur le ton du sourire.

Ensuite, je voudrais passer à un petit chapitre sur le conseil général de l'Hérault qui se distingue de façon permanente par son désengagement. J'ai devant mes yeux une série de courriers qui s'adressent à la fois à la ville, mais aussi aux communes de la métropole. Et ce qui en ressort, je vais vous lire une phrase qui est à peu près commune dans tous les courriers, « l'Agglomération de Montpellier a fait le choix de se transformer en métropole au 1^{er} janvier 2015. Cela entraîne, indépendamment de notre volonté, un transfert au moins partiel de votre voirie départementale ». Autrement dit, le département se désengage de ses propres voiries, qui ne sont pas métropolitaines, sur le territoire de la métropole, nous en rendant responsables parce que nous avons changé de statut. J'ai déjà entendu de la mauvaise foi, mais comme celle-là ! Certains sont signés du Président et d'autres de Madame Pétard. Je ne vous parle que de la voirie, mais je pourrais vous parler de l'Euro basket où là, c'est carrément une lettre du Président de la République et du ministre des Sports qui a demandé aux collectivités de verser une quote-part à la somme utile pour fabriquer l'événement. La ville a participé, la métropole a participé, la région a participé et le département a envoyé une fin de non-recevoir sur l'organisation de cet événement mondial qui a été récupéré par la France à l'Ukraine à cause des événements politiques et de la situation instable de l'Ukraine. Désengagement total.

Je passe maintenant aux affaires de l'ordre du jour.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour comporte 59 affaires. Je vais vous proposer de modifier l'ordre du jour et de retirer l'affaire 38 « festival Printemps des comédiens, convention de partenariat avec le département de l'Hérault, 190 000 euros de subvention ». Je vous propose de retirer cette affaire de l'ordre du jour, nous verrons ça après les cantonales.

Monsieur LARUE

C'est quand même dommage de prendre la culture en otage.

Monsieur le Président

J'eus aimé que vous ayez la même réflexion lorsque le conseil général a supprimé 500 000 euros à l'Orchestre national de Montpellier.

Monsieur LARUE

Je suis d'accord avec vous, mais pas sur ça.

Monsieur le Président

Si vous êtes d'accord, c'est parfait. Monsieur Grand.

Monsieur GRAND

Monsieur le Président. Je fais partie de ces maires qui sont destinataires de la lettre que vous avez lue, je vous avoue qu'elle m'a prodigieusement agacée. Le département a toujours été pour nous un financeur majeur. Je crois qu'à un moment où des projets très importants pour nous, et comme maire de Castelnau, je rappelle le projet qui a été arrêté qui est celui de l'ADEME qui nous pose des problèmes incommensurables comme naturellement pose des problèmes à la ville de Montpellier. Cela a été arrêté au motif qu'il n'y avait pas de visibilité. C'est arrêté maintenant sur d'autres motifs. Je crois que dans cette affaire-là, il faut, avec les conseillers généraux encore en place, une vraie conversation parce que l'on ne peut pas se présenter à des élections cantonales et nous saborder depuis des mois et des mois notre action sur le terrain. Quand on bloque l'ADEME, c'est un ensemble de choses qui est bloqué. Et comme maire de Castelnau, ça pose de multiples problèmes. Je considère donc qu'il y a là un problème de fond. Pour des tas de raisons, je ne suis pas allé à l'Hôtel du département, je n'ai pas demandé rendez-vous au Président, mais j'estime qu'il y a une conversation à avoir. J'étais comme vous conseiller général, je l'ai été assez longtemps, je connais bien cette maison et j'aime bien cette maison. Je voulais donc vous dire que tout cela n'est pas acceptable et j'aimerais que ceux qui vont se présenter aux élections prennent quelques engagements, de quelque bord qu'ils soient.

Concernant les plans État/Région, nous allons poser une question écrite dès demain matin. Parce que je crois qu'aujourd'hui, les choses sont compliquées. Que ce soit à la fois la future région, le département, nous voulons savoir où l'on va, nous voulons savoir si les règles ont changé une nuit, sans qu'on le sache. Je voudrais donc que l'on clarifie un peu tout cela. Il y a des choses que l'on peut clarifier au travers d'échanges sur le journal officiel et je crois à la puissance de ces échanges. Et ensuite, il faudra que l'on ait quelques échanges verbaux au moment des élections cantonales. Je vous le dis très clairement, j'attends de tous les candidats aux élections cantonales qu'ils se positionnent sur un comportement républicain et pas sur des états d'âme et des états d'humeur. Merci.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue, Monsieur Grand. Pour ce qui est de la subvention au Printemps des comédiens, il ne s'agit pas de l'annuler, ne vous méprenez pas. Je souhaite la reporter après les cantonales. La subvention sur l'Orchestre de Montpellier, 500 000 euros, elle a été annulée. Et pas que, d'autres subventions dans le domaine de la culture ont été retirées. Les maires le savent parfaitement et en tant que maire de Montpellier, ça a été une fuite incroyable. J'ai parlé du sport, j'ai parlé de la culture, j'ai parlé de l'aménagement, ce sont trois domaines sur lesquels c'est la retirade. Pour le moment, je n'ai distillé que des mots, j'ai été gentil, je vais aujourd'hui un peu plus loin. La délibération n'est donc pas retirée, elle est suspendue. Les 500 000 euros de l'Orchestre ont été retirés et regardez dans quel état financier se trouve l'Orchestre et dans quels problèmes nous nous trouvons. Je ne mets pas tout sur le dos du conseil général, il faut être honnête, mais, dans cette affaire, être très gentil avec le Bedeau, ce n'est plus de la religion et finir par se taire, c'est un aveu de faiblesse. Je vous propose donc de retirer de l'ordre du jour l'affaire 38 et je mets aux voix la proposition. Moi, je défends l'institution, je ne défends pas les avantages des uns et des autres, je défends l'institution. Qui ne souhaite pas prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? 1 contre. Merci.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 27 NOVEMBRE ET 18 DECEMBRE 2014.

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance de ces procès-verbaux. Avez-vous des observations à formuler sur leur rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L .5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – VŒU DES CONSEILS DE TOULOUSE MÉTROPOLE ET DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE RELATIF À LA RÉFORME TERRITORIALE

Monsieur le Président

Vous avez reçu la rédaction de ce vœu. Je vous rappelle le contexte rapidement. Dans le cadre de la réforme territoriale, l'Agglomération de Montpellier s'est transformée en métropole, Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, dans la grande région, se trouvent deux grandes métropoles, une à l'ouest, Toulouse et une à l'est, Montpellier. Nous avons deux solutions, ou se faire la guerre ou être intelligent. Je pense, pour tout le monde, qu'il vaut mieux être intelligent, surtout que l'instance qui domine les métropoles est autre, c'est la grande région. Il est bon que nos villes puissent converser et que nos agglomérations puissent travailler ensemble. Mais il est normal que le maire de Toulouse défende la métropole de Toulouse, comme il est normal que le maire de Montpellier défende la métropole de Montpellier. Mais nous pouvons le faire intelligemment, de façon concertée et avec un esprit d'équilibre des territoires. C'est le but de ce vœu qui est voté ce soir par le conseil métropolitain de Montpellier et qui sera voté, à la fin du mois, par le conseil métropolitain de Toulouse métropole. Ce vœu en substance dit que les maires, présidents des deux Agglomérations des deux nouvelles Métropoles feront tout, chacun, pour garder les institutions qui se trouvent respectivement sur leur territoire. Et que lorsqu'il y aura des litiges ou des conflits ou une compétition, avant de prendre une décision dure et impitoyable, ils se concerteront avec les élus concernés par toutes les thématiques. Voilà ce que dit ce vœu qui n'est qu'un vœu, mais qui à ce jour est unique. C'est une façon de faire de la politique un peu différente. Jean-Luc Moudenc n'est pas de mon orientation politique, il est UMP, moi je suis divers Gauche, nous n'avons pas la même origine politique. Mais lorsque l'on s'occupe de nos métropoles respectives, on peut considérer qu'un TGV n'est ni de gauche, ni de droite, on peut considérer qu'une école n'est ni de gauche, ni de droite, etc. Et donc, on peut faire abstraction d'une certaine appartenance à des chapelles politiciennes pour ne s'attarder que sur les hommes et les territoires. C'est ce que nous faisons au travers de ce vœu de façon symbolique. Le débat est ouvert. Monsieur le sénateur Grand.

Monsieur GRAND

Monsieur le Président. Ce vœu qui est un vœu commun à Montpellier et à Toulouse va dans le sens de l'esprit à la fois de la création des grandes régions et de la création des métropoles. Il faut avoir présent à l'esprit le débat qui s'est terminé en première lecture au Sénat où le maire de Lyon et moi-même, aidés par quelques autres, dont un collègue de Toulouse, avons défendu bec et ongles des grands principes et en particulier les grands principes de subsidiarité, notamment dans le domaine de l'économie. Donc, aujourd'hui, que se passe-t-il ? Il se passe que personne ne peut imaginer un quart de seconde qu'après les départs de nos écoles militaires, après les départs d'un certain nombre de points forts, on puisse demain démanteler nos villes. C'est vrai pour Montpellier, mais c'est vrai aussi pour toutes les autres de France, car le problème qui se pose ne se pose pas qu'à Montpellier et à Toulouse, il se pose sur l'ensemble du territoire.

Donc, ça veut dire effectivement que nous sommes condamnés à un comportement intelligent. Et je crois qu'à partir du moment où deux maires des deux principales villes de cette future grande région prennent le bâton de pèlerin de l'intelligence, on doit absolument avoir à l'esprit que ça doit se poursuivre et ça n'est pas qu'une action de l'instant. Moi, je n'ai pas peur des mots. Je lis le journal, je lis les interviews et qu'est-ce que j'observe ? J'observe qu'aujourd'hui, la politique politicienne voudrait prendre le pas sur ce grand projet, sur la valeur de ce grand projet. Moi, la grande région, j'y ai adhéré et je l'ai voté. La métropole, j'ai fait ça en deux temps. J'observe aujourd'hui d'ailleurs que nous sommes sollicités, je le suis, par des collègues qui nous demandent un certain nombre de renseignements sur notre fonctionnement. Il faudra donc que nous établissions des liens pour leur en parler. Mais ce triptyque région et les deux métropoles, c'est un triptyque qui doit être cohérent. Et vous avez fait quelques allusions politiques au début, je dois vous dire qu'il faut que ces gens-là aient bien en tête que ça ne se passera pas comme ça. Ça ne peut pas se passer comme ça. Pas pour vous, pas pour nous, pour l'intérêt général. De grosses institutions comme celles-là ne peuvent pas avoir des hémicycles antagonistes. Et avant de faire confiance aux autres, on va faire confiance à nous-mêmes et en faisant confiance à nous-mêmes, ça voudra dire qu'il faudra qu'il y ait une cohérence dans la gestion politique de ces trois institutions majeures. C'est à ce prix-là et à ce prix-là seul que ça fonctionnera. Voilà pourquoi il faut être très attentif à ce qui va se passer à l'assemblée nationale, ça va revenir au Sénat, mais il faudra aussi être attentif à ce qui se passe dans les esprits des organisations politiques qui, à mon sens, n'ont pas pris la mesure aujourd'hui de l'enjeu. Ce qui me rassure, c'est quand on parle avec les maires, avec les grands responsables régionaux, eux ont pris cette mesure, mais ça n'est pas encore sorti de leur hémicycle, ce n'est pas allé jusqu'à la rue Solférino et ailleurs. Mais je ne désespère pas que ça se fasse. Je pense que ces choses-là, Monsieur le Président, devront se traiter au plus haut niveau, dans les deux sensibilités parce que tout le monde a intérêt à ce que les grandes régions fonctionnent et tout le monde a intérêt à ce que les métropoles fonctionnent. Et je crois que cette position est une position qui fait école. Et donc, avec beaucoup de tranquillité, mais de détermination, je vous aiderai dans cette voie parce que c'est à la fois celle de la sagesse, mais c'est surtout une voie incontournable politiquement. Et je vous le dis très calmement, je n'ai pas l'intention que la Région Languedoc-Roussillon Midi Pyrénées soit demain gérée par un élu du front national. Et si on n'y prend pas garde, c'est ce qui se passera. Il y aura un tel émiettement que nous arriverons à cette réalité. Voilà pourquoi il faut prendre dès aujourd'hui des engagements dans nos têtes et ne pas hésiter à le dire. En tout cas, en ce qui me concerne, c'est clair dans ma tête.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Grand. Moi non plus, je n'ai pas du tout l'intention de laisser la Région au front national, je n'ai pas non plus l'intention d'aller chercher les subventions par miettes, en pleurant pendant des mois devant la porte de la nouvelle région. Et je ne souhaite pas que ce soit les officines parisiennes qui imposent leur dictat à la métropole de Montpellier.

C'est pour ça que je me suis exprimé hier devant l'AdCF qui était rassemblée en session régionale à Montpellier, à la métropole, où une quarantaine de présidents d'agglomérations du Sud étaient présents, de Carcassonne à Alès. Je leur ai expliqué que j'organisais le contre-pouvoir régional, j'organise le contre-pouvoir régional parce que je connais mes oiseaux et je sais ce qu'ils vont faire, je les anticipe bien. Et je pense qu'ils vont tout faire pour pouvoir, par le canal de certains politiques qui ne pèsent pas lourd sur le territoire, donner leurs ordres de là-haut. Ça, ça n'est pas acceptable. Je l'ai déjà dit, si Martin Malvy avait été candidat, je lui aurais apporté mon soutien d'emblée, parce que Martin Malvy, c'est un homme ouvert, c'est un homme consensuel, c'est un homme d'expérience. Or, pour piloter la grande région, il faut de l'expérience politique et il faut un enracinement politique, il faut la représenter la région et pas être une créature des officines politiques. Ce sont les grandes régions qui vont détenir les clés des budgets nationaux. Comment allons-nous faire pour obtenir notre dû ? Eh bien si nous ne nous organisons pas, nous regarderons passer les avions. Et vous savez, les présidents d'agglomération du centre Hérault, des hauts cantons, ils ont bien compris ça et les maires ont bien compris ça. J'ai mangé avec Jean-Marc Pujol à Perpignan, il y a 4 jours, il a parfaitement intégré ça et il vient bientôt à Montpellier. J'ai rencontré mon ami Jacques Bascou, président du grand Narbonne, il a également parfaitement intégré cette chose-là.

Donc, nous sommes, avec Jean-Luc Moudenc, en train de mettre en place un fonctionnement librement consenti et éclairé entre les deux métropoles, ce qui nous permettra d'être plus fort, lui comme moi. Et l'ensemble des agglomérations qui acceptent de travailler avec la métropole de Montpellier, cela nous permettra d'être plus fort à 30 qu'à un seul, on est toujours plus fort à 30 qu'à un seul, surtout lorsque chaque agglomération comporte 30 maires chacune, ça fait donc 900 maires. Une requête qui est signée par 900 maires, c'est toujours plus fort que par un seul.

Voilà comment je vois la suite, c'est vous dire, c'est vous dire, je suis lucide et quel que soit le vainqueur des élections régionales. Nous serons dans la même problématique et Toulouse sera dans la même problématique, à moins qu'en légiférant, les métropoles soient intégrées à la gouvernance des grandes régions. Si les métropoles ne sont pas intégrées d'une façon ou d'une autre dans la gouvernance politique des grandes régions, nous aurons un guichet devant lequel nous devons nous prosterner. Ne comptez pas sur moi pour me prosterner, je suis donc en train de préparer la résistance. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Concernant ce vœu, je le voterai dans la mesure où il va dans la logique de ce que nous avons déjà exprimé par rapport à la réforme territoriale et notamment à la mise en place des métropoles.

Dans l'argumentaire de la délibération, il y a 3-4 points dont un concret qui fait référence au développement et à l'obtention de la ligne à grande vitesse. C'est un point majeur en termes de mobilité, en termes de déplacement des anciennes régions respectives de Midi Pyrénées et du Languedoc-Roussillon vers le Sud, Perpignan et puis l'intérêt d'y raccorder l'axe Bordeaux/Toulouse/Montpellier/Gène. Donc, ça, ça me paraît évident. Mais il y en a un deuxième qui est tout aussi important et ça concerne Toulouse par rapport à la force de Toulouse qui est celle de son aéroport, mais ça concerne aussi Montpellier par rapport à la nécessité de relever les conditions financières du développement de Montpellier. Et moi je considère que dans ce débat pour l'avenir, le fait, au-delà de ce vœu, de mettre en place la synergie entre les deux métropoles de Toulouse et de Montpellier, s'appuyant entre autres sur la ligne à grande vitesse, doit aussi passer par les conditions enfin satisfaites de mettre à disposition de l'ancienne Région Languedoc-Roussillon, autour du noyau que représente Montpellier, un aéroport digne de ce nom qui peut très bien jouer la complémentarité avec l'aéroport de Toulouse. Là on parle effectivement en termes d'efficacité, de cohérence quant à ce qui existe sur le territoire de la nouvelle région. Et l'aéroport de Montpellier, ça n'est pas pour aller à Dunkerque, c'est tout simplement pour permettre aux chercheurs de Montpellier, comme vous l'avez évoqué, d'aller plus facilement de par le monde pour porter la bonne nouvelle de la capacité, de la compétence et de l'excellence montpelliéraine et de l'ancienne Région Languedoc-Roussillon. Donc, je souhaiterais que l'on ajoute, dans ce vœu, l'intérêt de l'aéroport de Montpellier.

Monsieur le Président

Je suis tout à fait d'accord et je vous propose de le faire. Je partage le propos de Monsieur Moure sans réserve. Quelqu'un souhaite-t-il encore s'exprimer sur le sujet ? Avant de faire voter, je vais vous raconter ma visite au ministère des Transports. Je ne l'ai pas dit en préambule, je vais vous le dire maintenant parce que je suis halluciné de ce qui s'est passé. Je ne l'ai pas dit à la presse, je vous l'ai gardé en primeur. C'était le 28 janvier, mercredi dernier. J'ai donc été reçu par le chargé de mission spécial du ministre des Transports, Monsieur Vidalies, par Monsieur Malo qui nous a reçus, avec Christian Fina. Et nous avons remis sur le tapis tout ce qui concerne les transports de la métropole jusqu'à la ligne Narbonne/Toulouse que nous appelons de nos vœux pour créer l'épine dorsale ferroviaire LGV de la grande région. Quelle ne fut pas notre surprise ! D'abord, je me suis aperçu que Monsieur Malo ne connaissait pas le dossier. Ensuite, il a été incapable de nous affirmer la date de réalisation de la gare de Manduel. Alors, rendez-vous compte, si on fait mouliner, si on ne connaît pas la gare de Manduel et la date de la finition de la gare, de sa mise en réseau avec la gare de la Mogère, ça veut dire que pendant 5, 6, 10 ans, nous aurons construit une gare avec deux TGV par jour à l'intérieur. Ce n'est pas acceptable. Moi je ne construis pas une gare à la Mogère pour qu'elle soit inutile. Je l'avais dit en début de mandat, je m'étais insurgé là-dessus.

Et puis, avec Madame Jannin, nous avons réduit l'urbanisation sur OZ parce que nous voulions protéger la ceinture verte, nous l'avons fait. Mais concernant la gare qui est programmée, avec un PPP, avec Bouygues, avec RFF, aujourd'hui, je me suis aperçu qu'au ministère des Transports, finalement ils doutaient un peu de la finition de la gare de Manduel. Si la gare de Manduel se faisait avec 10 ans de retard, nous aurions construit la Mogère pour deux TGV par jour. Moi, je n'ai pas envie d'être ridicule face aux Montpelliérains. Donc, je demande à Monsieur Malo de revoir le dossier en urgence, je m'en suis exprimé auprès du préfet que j'ai alerté. Et je demande à RFF, à la SNCF, à Bouygues, je demande à tous les partenaires de la gare de Manduel – Région, conseil général du Gard, ville de Nîmes, Nîmes métropole – d'accélérer le processus. Sinon, ils seront responsables de la faillite de la gare de la Mogère. Et je vous rappelle que c'est la Région qui est leader en politique des transports, ce sont eux qui ont la compétence.

Je n'avais pas l'intention de le dire comme ça, mais la réflexion de Monsieur Moure m'a obligé à le faire parce que je suis très inquiet sur ce dossier.

Monsieur LARUE

En pratique, comment ça va se passer si vous voyez que ça n'avance pas ? Je fais notamment référence à cette fameuse pénalité de 2 milliards que vous évoquiez, au début de votre mandat, si on ne faisait pas la gare à la Mogère. Est-ce qu'on peut avoir un peu plus de précisions là-dessus ?

Monsieur le Président

2 milliards, c'est le prix du contournement Nîmes/Montpellier.

Monsieur LARUE

Vous nous aviez dit que c'était la clause pénale pour annuler la gare. D'ailleurs, j'avais demandé à Monsieur Fina la convention RFF, je ne l'ai jamais eue.

Monsieur le Président

Je ne suis pas avocat, je fais de la politique, je ne fais pas du juridique.

Monsieur LARUE

Mais moi, je suis avocat et quand on me parle d'une pénalité.

Monsieur le Président

Mais ici, on fait de la politique, on n'est pas à la barre.

Monsieur LARUE

Mais on a des oreilles ici aussi.

Monsieur le Président

Ce que je veux dire, c'est que les 2 milliards, c'est le prix du CNM.

Monsieur LARUE

Ça n'est pas ce que vous aviez dit à l'époque, mais peu importe.

Monsieur le Président

Laissez-moi terminer. Si on se retire du dossier, ça veut dire que l'on se dégageait du PPP qui nous rendait responsable de la faillite du truc qui coûte 2 milliards. Voilà ce que j'ai dit.

Monsieur LARUE

J'en reviens donc à ma question. Imaginons que par la faute du gouvernement, du ministre des Transports, ce dossier n'avance pas, comment sort-on de ces 2 milliards ?

Monsieur le Président

Mais je n'en suis pas là. Nous, nous sommes engagés dans la gare de la Mogère, donc nous ne risquons rien.

Monsieur LARUE

Mais en pratique, comme vous le dites, si c'est pour avoir 2 TGV par jour, ça ne sert à rien de faire cette gare.

Monsieur le Président

Mais c'est pour ça que j'alerte. Rien aujourd'hui n'est encore joué.

Monsieur LARUE

Il faut écrire à Monsieur Valls.

Monsieur le Président

Il faut écrire à tout le monde, ce que nous avons fait. C'est pour ça que nous sommes allés au ministère des Transports, avec Monsieur Fina. Parce que moi, ce que je voulais, c'est avoir l'esprit clair sur le sujet. Parce qu'ici, en Région, on a des réunions, mais moi je veux savoir aussi ce qui se passe dans les ministères. C'est pour ça qu'avec Christian Fina, nous y sommes allés. Je vous explique donc ma visite au ministère des Transports, je ne vous cache rien. C'est pour ça que je vous dis que je suis inquiet. Aujourd'hui, tout est encore réversible à condition que les responsables dans le Gard s'activent et mettent en perspective la construction de la gare de Manduel, sinon, ça ne sera pas jouable. Il est de mon devoir non seulement de vous le dire, mais de tirer la sonnette d'alarme. Monsieur Grand.

Monsieur GRAND

J'avoue que cette affaire est une réalité. De la même façon, nous avons un déjeuner avec le Président Pépy il y a quelques jours et j'ai décelé, au travers d'une question du maire de Nîmes, effectivement un certain flou artistique dans cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Grand.

Monsieur GRAND

Je comptais donc en parler. Il y avait donc un certain nombre de parlementaires du secteur puisque c'était Languedoc-Roussillon, ils avaient organisé des déjeuners pour discuter et faire un peu le point de la situation. Beaucoup de collègues ont posé la question, et notamment un ou deux du secteur, concernant la suite de la ligne à grande vitesse.

Monsieur le Président

J'en dirai un mot tout à l'heure, parce que c'est la deuxième question que nous avons posée, sur la LGV Montpellier/Perpignan/Espagne.

Monsieur GRAND

La réponse est très simple, ça ne se fera pas. Les collègues avaient posé la question en expliquant tout ce qu'on explique sur la ligne à grande vitesse. Pépy a expliqué très clairement, bien sûr avec des mots très convenables, il a expliqué que naturellement, le financement n'était pas possible sauf à ce que les collectivités locales mettent les 80 %. Quand on sait le prix, 80 %, ça n'est pas possible. Donc, ce dossier, on peut l'archiver, je te le dis, on peut

l'archiver aujourd'hui.

Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'il va peut-être falloir se poser la question des priorités. Ceci dit, ils nous annoncent quand même des trains à grande vitesse, des trains à 200 km/h, ce qui en soi n'est pas complètement inintéressant. Mais ça ne multiplie pas les sillons, etc., enfin bref, tout ce que nous connaissons.

Donc, ce que je peux dire, puisque j'ai été témoin et c'était une réponse à ma question, ma question étant « Monsieur le Président, est-ce que c'est finançable ? », la réponse est « tout est finançable si les collectivités mettent les 80 % ». Donc, ça veut dire que ça n'est pas finançable et naturellement, il m'a bien confirmé que ça ne l'était pas dans un avenir qui se compte en décennies.

Alors peut-être qu'il faudra, qu'au lieu de faire des réunions pour désigner les gens et les faire voter, qu'il y ait une vraie réunion de réflexion parce qu'on ne peut pas partir à des élections régionales, c'est-à-dire envisager de solliciter des électrices et des électeurs, sans savoir exactement comment nos régions seront financées. Parce qu'aujourd'hui, avec les 2,3 milliards de budget cumulé entre la région de Toulouse et la région de Montpellier, inutile de vous dire que nous ne faisons rien, mais rien de rien.

Donc, je crois qu'aujourd'hui le vrai souci, c'est de savoir exactement ce que cet attelage disposera comme moyens pour avoir les moyens de son ambition. Parce qu'on ne peut pas faire le TGV, on voit les limites d'un certain nombre de choses, on sait que sur le plan fiscal, les limites sont atteintes. Donc, je crois qu'aujourd'hui, il va falloir poser à l'État, mais l'État au sens noble du terme, quelles vont être les possibilités d'action de nos collectivités et singulièrement de celle-là.

Mais pour ce qui est du train à grande vitesse. Entre temps, bien sûr, la ligne Béziers/Neussargues a été enterrée de la même façon, mais ça, c'était prévisible. Je voulais porter cette information qui va tout à fait dans votre sens. Et je pense que Jean-Paul Fournier qui connaît mieux le dossier concernant Manduel a été l'auteur de questions au Président Pépy de l'avenir de Manduel. Voilà ce que je voulais dire, mais retenons que Montpellier/Perpignan, c'est ok si on le finance, mais comme on ne le financera pas, ça n'existera pas.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Grand. Je voudrais rajouter un petit détail qui n'en est pas un et qui est assez fondamental, s'il n'y a aucune certitude sur la construction de la gare de Manduel, il faut que RFF s'engage à créer le raccordement de Saint-Brès, sinon il n'y aura pas de continuité. Voilà ce que je dis aujourd'hui, parce que je suis très inquiet, je le répète, sur la date de livraison de la gare de Manduel. J'ai assisté à une réunion, à l'initiative du préfet de région, à la préfecture de Nîmes, en présence du préfet du Gard, du représentant du conseil général, du président de la Région, du maire de Nîmes, du représentant de RFF, du représentant de la SNCF, de Yvan Lachaud, président de Nîmes métropoles, les financements n'étaient pas bouclés en interne. Et en plus, il y a les cantonales. Je tire donc la sonnette d'alarme et je dis que si la gare de Manduel n'a pas de véritable réalité, il faut que RFF s'engage à faire le raccordement de la ligne à Saint-Brès pour permettre la déviation sur la ligne existante. Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Juste pour compléter. L'histoire de Manduel, ce n'est pas une surprise. Nous sommes au cœur de ce que je pourrais appeler le dilemme nîmo-gardois depuis le début de ce dossier. Par rapport à ce qui a déjà été engagé au point de vue études, au point de vue financements par toutes les collectivités qui ont participé au financement du tronçon Nîmes/Montpellier, il est évident que l'État doit s'affirmer par rapport à cette problématique-là. À l'origine, Manduel, c'était entre 2020 et 2021 ou 2022. A priori, on a pu penser que ça pouvait être rapproché, mais si ça n'est pas rapproché, c'est tout simplement que l'on est encore dans la saga nîmoise par rapport à qui finance qui, par rapport au choix de Manduel ou au développement de l'ancienne gare de Nîmes. C'est le premier point. Le deuxième point, ce que vient d'évoquer Jean-Pierre Grand, moi en tant que réflexion par rapport à l'avenir, je ne peux pas me contenter de ceux qui tendraient à dire que c'est bouclé et que la ligne Montpellier/Perpignan ne se fera pas. Parce qu'au-delà du raccordement de Saint-Brès qui est nécessaire si jamais il y avait du retard sur Manduel, on ne peut pas considérer que l'on tire un trait et que l'on se voile la face quant au fait de ne jamais réaliser le dernier tronçon manquant dans l'axe nord-sud européen entre la France et la Catalogne. Ça, c'est inimaginable. Alors, c'est vrai que c'est un lourd financement, mais j'ai cru comprendre ces derniers temps, que l'Europe ouvrait un peu les vannes quant aux facilités d'investissement au niveau d'un certain nombre de grands investissements dont celui de la ligne TGV Montpellier/Perpignan. À une époque, rappelez-vous, que si on a pu sauver ce dossier, c'est tout simplement parce que plutôt que de privilégier le secteur de Bordeaux, nous ici nous avions la liaison frontalière qui a permis de considérer que l'Europe s'engageait sur des liaisons transeuropéennes, transfrontalières.

Je crois donc qu'il ne faut pas abandonner la partie, c'est un investissement lourd en effet, on parle de 7 milliards, si je ne me trompe pas, mais je crois qu'il faudra aller le chercher à l'avenir. C'est pour ça que j'ai insisté sur l'aéroport et sur la ligne grande vitesse. On ne peut pas se contenter de refermer la page et de dire que ça ne se fera pas, parce que là, on en prend pour 50 ans de dégressivité quant au développement de la Région.

Monsieur le Président

Monsieur Grand a expliqué que Monsieur Pépy lui avait émis des réserves sur le financement de la ligne quant à la participation des collectivités.

Monsieur GRAND

Les collectivités ne peuvent pas participer à 80 %, nous sommes d'accord.

Monsieur le Président

Mais, Monsieur Moure, je vous rejoins totalement. C'est pour ça que nous avons fait figurer, dans le vœu avec Toulouse, la ligne LVG. Nous avons posé la question au ministère, le ministère a confirmé que la DUP aurait bien lieu en 2016. Donc, ça, c'est une avancée et cette avancée, nous l'avons obtenu grâce au préfet et avec Damien Alary. Mais cela n'empêche que la politique foncière qui va être mise en place pour créer la ligne, elle va s'étaler sur 10 à 15 ans et que les chiffres qui ont été annoncés par le ministère étaient plus près de 2030 que de 2020. Alors, imaginez si on a une LGV, si on n'a pas la gare de Manduel et si on n'a pas de LGV, on aura fait une gare pour deux TGV par jour. Et là, on sombre dans le ridicule. Donc, simplement, je le dis clairement. Si nous sommes allés au ministère avec Christian Fina, c'est parce que nous avons quelques indications qui nous permettaient de douter sur un certain nombre de choses et nous avons souhaité en avoir le cœur net. Et nous avons eu les renseignements que je viens de vous indiquer et qui ne me rassurent pas. Souhaitez-vous prendre la parole sur ce dossier qui est un dossier très important ? Même si c'est au travers du vœu avec Toulouse que nous en parlons, c'est bien que nous puissions l'évoquer. Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Il y a un vrai enjeu sur ce dossier. Dans le point précédent, vous disiez qu'on risquait de voir passer les avions, ici, on risque de voir passer les trains. Vous connaissez mon opposition, depuis l'origine, à cette nouvelle gare, je ne m'en suis jamais caché, à partir du moment où la décision a été prise de la faire, je respecte la décision majoritaire. Parce qu'il me semblait que les choses n'étaient pas mûres aujourd'hui. Parce que le principal problème, c'est la desserte des habitants de notre région, le problème n'est pas de faire un couloir languedocien pour joindre la Catalogne à la vallée du Rhône parce que justement nous souffrons déjà de n'être qu'un couloir. Nous devons être une zone de vie, une zone d'habitat, une zone d'activité. Et si nous avons cette stratégie de localisation, il faut que les trains à grande vitesse viennent dans nos villes. Je ne vais pas refaire le discours que nous avons fait, etc., puisque nous sommes plus dans ce cadre, mais je tiens à dire que j'approuve particulièrement votre demande, voire votre demande conditionnelle à cette situation, c'est que le raccordement de Saint-Brès soit fait. Parce que sans le raccordement de Saint-Brès, on ne peut plus desservir la gare Saint-Roch qui vient d'être rénovée à grands frais et qui est très belle et où nous avons obtenu nationalement le prix de l'intermodalité puisque nous avons 4 lignes de tram qui passent devant cette gare et que par là même ça crée finalement un pôle d'attractivité pour Montpellier. Donc, là, avec les informations que vous nous donnez, je pense qu'il faut remettre sur la table la discussion pour que l'on puisse avoir des garanties sûres d'où on va. La thèse que je défendais moi, c'est qu'il fallait beaucoup plus une ligne de feroutage pour que nous n'ayons plus cette pollution par les camions et cette thrombose qui se réalise sur nos autoroutes. Cette position n'a pas été entendue, elle n'est pas actuellement dans les tuyaux, c'est fort dommage, mais même dans ce cadre, je pense qu'il faut rediscuter, remettre ça sur la table pour avoir une vraie discussion.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Le souci, c'est que nous ne maîtrisons pas la discussion qui existe dans le Gard entre les protagonistes, nous sommes donc un peu tributaires. Moi, je dis simplement que si la gare de Manduel ne se fait pas dans les temps, la situation est inacceptable en l'état pour la construction de la gare de la Mogère. Et que si nous voulons faire la gare de la Mogère quand même, il faut absolument le raccordement de Saint-Brès, sinon ça n'a aucun sens, aucun intérêt. Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Je voudrais revenir sur cet éventuel raccordement à Saint-Brès puisque ce raccordement se fait sur le territoire de Baillargues. Petit clin d'œil, la gare de Saint-Brès est située sur la commune de Baillargues, c'était des éléments de l'époque assez surprenants. Mais quoi qu'il en soit, je voudrais alerter aussi ici de la difficulté technique d'une telle résiliation, car topographiquement, pour y avoir réfléchi puisqu'à l'époque dans la révision du POS et sa transformation en PLU nous avions, avec une concertation avec RFF et la SNCF, envisagé vu l'engouement qu'il y avait sur la ligne Nîmes/Montpellier, la suppression de l'emplacement réservé qui était sur le PLU de Baillargues, heureusement nous l'avons conservé. Quoi qu'il en soit, déjà à l'époque, il était envisagé des contraintes techniques compromettantes, notamment par des ouvrages techniques liés à la SNCF et à l'utilisation de cette voie. Donc, j'alerte ici que si dans le cas que vous supputiez, Monsieur le Président, d'une non-réalisation de la gare de Manduel, il faudra très rapidement se préoccuper de l'aménagement et surtout des réserves foncières liées à ce rabattement, car ça va prendre un certain temps. Nous connaissons un peu l'inertie des études d'impacts, des études dans le cadre environnemental, des études loi sur l'eau, je suis donc très inquiet d'une telle éventualité.

Quoi qu'il en soit, il est évident que ce serait la seule alternative à pouvoir prétendre un rabattement quelconque.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Y a-t-il d'autres interventions ? Je mets aux voix le vœu avec Toulouse métropole avec la modification qui intègre l'aéroport sous réserve que Toulouse l'accepte puisque le texte a été fait avec eux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Ce vœu commun est un pacte de non-agression et de travail commun qui est scellé avec la métropole de Toulouse.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONSTITUTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Vous savez que dans la loi sur la création des agglomérations comme dans celle de création des métropoles, nous devons organiser un conseil de développement qui rassemblera plusieurs personnes responsables d'entreprises, représentants des syndicats, représentants des ordres professionnels, représentants des professions en tout genre, du secteur économique, du secteur médical, etc. Nous avons donc prévu une liste de 200 noms in fine qui aujourd'hui n'est pas totalement complète puisqu'il manque une dizaine de noms à cette liste et qui rassemblera l'ensemble des acteurs pouvant apporter leur expertise sur la gouvernance économique de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit donc, dans cette affaire, de voter la construction de ce conseil de développement qui sera divisé en six commissions thématiques qui correspondent aux six piliers de la métropole : la santé, le numérique, la mobilité, le tourisme, l'agro écologie alimentation et la culture et l'enseignement supérieur. Six commissions avec six vice-présidents dans lesquelles pourront s'exprimer l'ensemble des membres du conseil de développement. Pour piloter cet outil qui est un outil d'experts, un outil d'expertise, j'ai demandé à une jeune femme chef d'entreprise, directrice de la société Nelis, qui est une entreprise qui fait partie de la French tech et qui est toute vouée au numérique, d'en assurer la présidence. J'ai donc demandé à Katia Vidic, 34 ans, directrice générale de la société, d'assurer cette présidence du conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole, Katia Vidic qui est présente dans la salle. Je la remercie très sincèrement au nom de toute la métropole, charge à elle maintenant d'organiser l'ensemble des commissions et l'ensemble du fonctionnement du conseil de développement. Souhaitez-vous vous exprimer sur le sujet ? Je mets aux voix le conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°6 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE À LA COMMUNAUTÉ D'UNIVERSITÉS ET D'ÉTABLISSEMENTS (COMUE) POUR SA PRÉ CANDIDATURE À L'IDEX 2 - APPROBATION

Monsieur le Président

Je vais donner la parole à Chantal Marion, c'est la participation de la Métropole à Campus, à l'IDEX, à l'enseignement supérieur. L'Agglomération pouvait y participer, mais de façon contextuelle. Là, l'enseignement supérieur fait désormais partie de nos compétences et nous pouvons y être actifs. Lorsque l'on connaît le taux et le nombre d'étudiants sur la Métropole, lorsque l'on connaît notre puissance universitaire, lorsque l'on connaît les 5 000 chercheurs qui sont sur notre territoire, toutes nos entreprises, dont 80 % sont liées à l'innovation, c'est une décision qui me paraît tout à fait cohérente. Chantal Marion, vice-présidente.

Madame MARION

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Dans le cadre du développement économique et attractivité, on va donc parler de l'affaire 6. Comme l'a dit le Président, candidature à l'IDEX. Je vous rappelle que l'IDEX veut dire une initiative d'excellence. Il s'agit de l'initiative d'excellence numéro 2, il y a déjà eu une première vague, donc l'IDEX 1. Chaque IDEX a deux vagues, donc aujourd'hui nous parlons de la première vague de l'IDEX 2. Comme l'a rappelé le Président, parmi les six piliers importants de la métropole, le numérique, la santé, le tourisme, la mobilité, l'agro écologie et l'alimentation, culture patrimoine et égalité des chances, nous ne pouvons pas ne pas soutenir cet IDEX 2. Effectivement, la culture scientifique constitue un capital patrimonial très important. L'IDEX 1, nous ne l'avons pas eu, nous n'allons pas en parler. Simplement, la nouveauté, c'est la fusion des universités, l'université Montpellier 1 et l'université Montpellier 2 qui est maintenant l'université Montpellier. Et je vous signale que l'université Montpellier 3 ne s'appelle pas université Montpellier 3, mais université Paul Valéry, ce qui est un très joli nom. Donc, au sein de cette COMU se trouvent rassemblées toutes les universités que je viens de citer, l'université de Perpignan, l'université de Nîmes et les écoles. Donc, tout ceci, au sein de la COMU, est quelque chose de très important. Je vous signale que nous sommes représentés et je représente donc la métropole au sein de cette COMU. Ce patrimoine universitaire qui est très important au niveau de toutes les universités, il ne faut pas oublier l'université Montpellier 3, je vais donc vous parler des collections de médecine, de pharmacie, des herbiers de l'université de Montpellier 2. Au niveau de Montpellier 3, on peut également parler du portail de Vassarelli et dé-moulage. Mais tout ceci fait partie du patrimoine d'universités et il faut le soutenir. D'autant plus que l'université a récemment créé un projet, qui rejoint un peu le projet qui a été créé au niveau de la métropole également avec la mairie de Montpellier. C'est un projet original qui s'appelle le musée en mouvement, musée de vivants. C'est-à-dire que ce sera un musée tournant où l'on pourra aller visiter tout ce patrimoine historique.

Monsieur le Président

C'est un trajet muséal sur la ville qui intégrera les collections de l'université Montpellier 1, de l'université Montpellier 2, de l'université Paul Valéry, ainsi que des sites remarquables de la ville, qui appartiennent à la ville.

C'est l'histoire de la médecine, de la pharmacie, des sciences, qui rassemblera les patrimoines universitaires et ceux de la ville de Montpellier qui seront donc rassemblées pour permettre un trajet muséal sur l'ensemble des sites.

Madame MARION

Effectivement, Monsieur le Président, à côté de ce patrimoine historique, il y a la collaboration du site archéologique de Lattes entre autres, le planétarium, la ville de Montpellier. Donc, depuis le dernier appel à projet IDEX en 2014, Montpellier Méditerranée Métropole va amener le soutien sur cet IDEX. Il faut savoir que l'obtention de cet IDEX représente 25 millions d'euros annuels afin de réaliser les actions décrites dans le projet IDEX. Voilà pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole va soutenir cet IDEX. Et nous vous demandons d'approuver le soutien et également d'autoriser Madame Chantal Marion ici présente, vice-présidente de beaucoup de délégations, d'étudier les différentes actions qui permettront à Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir ce projet.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. En sachant que vous ne pouvez pas prendre part au vote, ni même prendre part au débat puisque vous portez vous-même ce dossier. J'ouvre le débat si vous souhaitez vous exprimer sur ce sujet qui est un sujet très important et qui marque la présence de la métropole dans l'enseignement supérieur au travers du soutien à l'IDEX. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°7 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE CHRU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

En tant que Président du CHRU, je ne prends ni part au débat, ni au vote. Donc, je laisse Madame Marion faire jusqu'au bout.

Madame MARION

Concernant le CHRU, vous le savez, c'est notre premier employeur. Le CHRU, avec qui nous travaillons à la métropole dans le cadre du projet Santé, et pour ne pas citer de noms, je citerais personnellement le directeur de la recherche et du développement, Monsieur Redolphe Bourret qui un jour énervé m'a dit « mais tu me parles du BIC, du BIC, qu'est-ce que c'est que le BIC ? » Je lui ai dit « comme tu ne connais pas le BIC, nous allons aller au BIC ». Il y a donc une délégation du CHRU qui est allée au BIC et ils ont découvert le BIC. Et effectivement, ils ont surtout découvert un logiciel qu'ils cherchaient depuis un an au CHU. Donc, ils se sont dits « il y a là non seulement des personnes intéressantes, mais des entreprises intéressantes ». Et donc est né le projet de convention de partenariat avec le CHRU. Et cette convention va porter sur plusieurs thèmes. Tout d'abord, une collaboration entre le BIC et le CHRU dans le but d'accompagner des projets de création de start-up. Ensuite la participation du CHRU dans la Direction scientifique et médicale du volet santé, du projet cité intelligente entre autres. Ils sont donc autour de la table avec tout le monde. Une diffusion également auprès des acteurs de la filière santé de l'offre de services offerts par Montpellier Méditerranée Métropole. Et surtout, ce qui est très important, la participation du CHRU dans les missions internationales puisque déjà il est venu avec nous au niveau de la dernière mission que nous avons eue à Chengdu où nous avons travaillé avec le CHRU de Chengdu. Donc, cette convention, je tiens à vous le préciser, n'a pas d'impact financier. Et en conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole avec le centre hospitalier régional universitaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Qui souhaite s'exprimer sur cette affaire ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – FILIÈRES TIC SANTÉ - SOUTIEN À KYOMED (EX PROJET CR2I) - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame MARION

Toujours dans le domaine de la santé, filières TIC Santé. Je ne vais pas vous faire l'historique de Kyomed qui est assez long parce qu'il remonte à 2010 avec le CR2I, ensuite c'est devenu une association qui s'appelait Digi-Health. Et c'est en octobre 2014 que Digi-Health a changé de nom pour devenir Kyomed et c'est une entreprise. Kyomed joue un rôle essentiel en ce qui concerne le projet santé de la métropole. Il est fédérateur à la fois d'actionnaires publics et privés. Et évidemment, Kyomed est actuellement au sein du Biopôle Euromédecine qui est un hôtel d'entreprises, vitrine technologique du secteur de la santé de Montpellier. Ce financement de Kyomed, afin de contribuer à la réussite de ce projet et de cette plate-forme qu'est Kyomed, le projet CR2I a été évidemment labellisé par l'État et un cofinancement par Montpellier Méditerranée Métropole sera de 1 million d'euros maximum sur 5 ans. Et la Région Languedoc-Roussillon participe également pour 1 million d'euros maximum sur 4 ou 5 ans. 50 % Région LR et 50 % FEDER est également prévu.

Ainsi donc, pour Montpellier Méditerranée Métropole, la répartition prévisionnelle de la subvention sur les 5 années est établie de la façon suivante :

66 366 euros en 2015, 126 000 euros en 2016, 174 000 euros en 2017, 210 000 euros en 2018 et 227 000 euros en 2019. Et évidemment, le plan de financement de KIO Med sera ajusté chaque année suivant les subventions annuelles.

Il est donc proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte un financement à Kyomed par l'octroi d'une subvention. Il est donc proposé au conseil de bien vouloir dire que les crédits sont prévus au budget 2015, chapitre 936.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Qui souhaite s'exprimer sur l'affaire 8 ?

Monsieur LARUE

Juste pour dire que je ne pourrais pas prendre part au vote puisque je suis lié professionnellement avec cette société.

Monsieur le Président

Qui ne souhaite pas prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE IBM ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame MARION

Pour cette convention, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de réorganisation de ses activités, IBM France a signé avec l'État une convention-cadre nationale, le 26 juin 2014, pour revitaliser les bassins d'emploi sur lesquels le Groupe est implanté. Ce dispositif représente une enveloppe de 260 160 euros qui va permettre la création effective de 60 nouveaux emplois dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Cette enveloppe a plusieurs vocations. Tout d'abord, elle a vocation à financer des projets d'entreprises innovantes, créatrices d'emplois à raison de 4 000 euros par emploi créé, mais ceci plafonné à 20 000 euros par entreprise. Et d'autre part, à abonder des projets de territoire structurants et générateurs d'emplois dans lesquels IBM peut être partenaire à raison de 10 000 euros par emploi créé. Donc, pour ce faire, IBM propose de préciser dans une convention de partenariat la contribution du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et de transfert LR, ainsi que les conditions de collaboration prévue entre IBM France et ces deux structures d'accompagnement que sont donc le BIC et Transfert LR. L'intervention du BIC portera entre autres sur comment identifier les entreprises créatrices d'emplois, comment constituer les dossiers, comment présenter ces projets en comité d'engagement, donc, en conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir approuver les termes de la convention et autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Souhaitez-vous prendre la parole sur cette affaire ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PORTAGE SALARIAL DE LA REPRÉSENTANTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ À CHENGDU (CHINE) - CONVENTION AVEC EUPIC - CONVENTION AVEC LE CENTRE DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER - FRAIS DE FONCTIONNEMENT EN CHINE ET EN FRANCE - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des renseignements supplémentaires auprès de Chantal Marion vice-présidente ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MARCHÉ N°3891RI15 D'ACQUISITION DE LICENCES DE LOGICIELS STANDARDS DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LES COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame MARION

Monsieur le Président, les quatre affaires qui suivent peuvent être regroupées, mais nous pouvons les voter séparément, ce sont des groupements de commandes.

Monsieur le Président

Le premier, c'est pour l'acquisition de licences de logiciels standards dans le cadre d'une convention de groupements de commandes entre la métropole et les communes membres. Qui demande des explications supplémentaires à Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MARCHÉ N°3890RI15 D'ACQUISITION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MARCHÉ N°3892RI15 DE FOURNITURE DE BANDE PASSANTE INTERNET DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES MEMBRES POUR L'ACQUISITION DE LOGICIELS DES TEMPS SCOLAIRES ET PÉRISCOLAIRES - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Merci, Madame Marion.

AFFAIRE N°15 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – BASSIN DE RÉTENTION - DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - VENTE À AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame JANNIN

Monsieur le Président, mes chers collègues. Comme vous le savez, ASF réalise le déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier, ainsi que ses voies d'accès et tous les aménagements des abords. Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique en avril 2007. Dans le cadre de ces travaux, ASF doit réaliser trois bassins de rétention qui se trouveront sur le territoire de Montpellier, sur des parcelles appartenant à la métropole. Nous vous proposons donc, dans cette délibération, de céder ces parcelles concernées au prix qui a été validé par France Domaines.

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires auprès de Madame Jannin. En sachant que les bassins de rétention dans cette zone sont importants pour les transparences hydrauliques, pour permettre les extensions naturelles des crues et du pluvial. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A AFFAIRE N°16 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS SOCIAUX - OPÉRATION « LE HAMEAU DES FAUVETTES » - LOTISSEMENT LA COMBE CHEMIN LOUS CLACS À COURNONSEC - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Il s'agit de la construction de 25 logements sociaux au hameau des Fauvettes à Cournonsec. La participation de la métropole est sous la forme d'une subvention de 250 000 euros avec un droit de réservation sur 10 % des logements. Il est donc demandé d'autoriser l'attribution de cette subvention et dire que les crédits seront inscrits au budget de la métropole, chapitre 907.

Monsieur le Président

Ne prennent pas part au vote : Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Travier et Monsieur Savy. Qui demande des explications auprès de Catherine Dardé, première vice-présidente ? Je ferai une petite réponse à l'article de ce matin dans Midi libre sur le logement social, parce que je crois que tout le monde n'a pas bien compris et Monsieur Martin non plus. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 789 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISÉS PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 1ER AOÛT 2013 ET LE 31 JANVIER 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE - DÉLIBÉRATION N°11748 DU 25 JUILLET 2013 - MODIFICATION

Madame DARDE

Monsieur le Président, mesdames, messieurs. Il s'agit de la construction d'une garantie globale d'emprunt pour la construction de 789 logements sociaux. Nous avons délibéré en juillet 2013 pour une contractualisation globale des prêts pour la période de 18 mois entre le 1^{er} août 2013 et le 31 janvier 2015. Ça concernait prévisionnellement 22 opérations et environ 970 logements sociaux, pour un montant maximum de prêt garanti de 100 millions. La situation est la suivante : au 31 janvier 2015, nous avons réalisé 17 opérations, ce qui représente 789 logements. Nous avons mobilisé au total 779 626 261 euros de prêt auprès de la CDC. Donc, Montpellier accorde de façon irrévocable et sans condition sa garantie à hauteur de 100 % pour toutes les sommes dues au titre des contrats signés. Et nous avons donc terminé cette garantie globale qui se termine fin janvier 2015. Il est donc proposé au conseil de bien vouloir approuver les tableaux annexés à la présente délibération à hauteur de la modification qui a été réalisée et autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Dardé. Qui demande des explications supplémentaires sur l'affaire 17 ? Les mêmes ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES PUMAS » - ZAC OVALIE LOT 18A - RUE DU PAS DU LOUP À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires auprès de Madame Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Idem pour ceux qui ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°19 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC RIVE GAUCHE LOT 6B À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de garanties d'emprunt pour 50 logements sociaux ZAC Rive gauche sur l'avenue Raymond Dugrand. Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Les mêmes ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°20 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 111 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES - ZAE AFTALION À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Madame Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Tout le monde vote.

AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "PAGES" - 3 RUE PAGÈS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Et j'excuse Monsieur Ségura.

AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « JARDIN ROYAL » - AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame DARDE

Il s'agit de 40 logements sociaux à la résidence Jardin Royal avenue de l'Europe à Castelnau. C'est une garantie d'emprunt à la société Nouveaux logis méridional pour un montant total de 2 864 100 euros. Il s'agit d'une garantie à hauteur de 75 %.

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "MAS COBADO" - ZAC DES GRISETTES LOT 5A1 ET 5A2 À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Catherine Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 2010-2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame DARDE

Il s'agit d'une opération d'amélioration de l'habitat de la copropriété dégradée des Cévennes 2010-2015. Il s'agit ici de la réhabilitation de 7 logements à hauteur de 10 % du montant des travaux subventionnables, plafonné à 1 000 euros de subvention par logement. En contrepartie, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale. Vous avez un tableau en annexe sur l'octroi des subventions. Nous vous demandons de vouloir autoriser la métropole à attribuer ces subventions.

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017- QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires ? S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TRENTE-HUIT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT BARD- ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

Quelques mots sur cet article de ce matin concernant le logement social. La loi Duflot demande à ce que les villes construisent 25 % de logement social. La ville de Montpellier se trouve entre 22 et 23 %. Dans le PLH, il était proposé que soit construit 40 % de logement social à Montpellier. J'ai dit non, j'ai dit 30 % comme les autres communes pour rattraper. Jusqu'à 25 %, il nous reste 2 % à obtenir, donc c'est facile. Mais je ne souhaite pas que certains quartiers soient entre 40 et 60 % de logement social. Avec tout l'amour que je porte à la Seine-Saint-Denis, je n'ai pas du tout envie que des comparaisons de cet ordre puissent s'établir. Lorsqu'il y a trop de logements sociaux dans les quartiers, on fabrique des ghettos, tout le monde le sait.

La ville de Montpellier a un taux de logement social qui est tout à fait respectable, entre 22 et 23. Il suffit de 2 % pour compenser le gap. En en programmant 30 dans les nouveaux quartiers et dans le diffus, nous arriverons très rapidement à atteindre les 25 %. Et lorsque nous serons à 25 %, je considère que nous aurons notre taux normal de logement social, mais je ne souhaite pas qu'il y en ait 40 ou 50. Pour qu'une ville fonctionne, il faut qu'elle ait un habitat équilibré socialement. C'est ce que j'ai dit, c'est une intervention politique. Monsieur Martin, je regrette qu'il ne soit pas là, parce que j'aurais préféré qu'il soit là, mais je dis ce que j'ai à dire quand même. Monsieur Martin a fait état de son appartenance au parti communiste dans Midi libre, mais Monsieur Martin a le droit d'être communiste. Moi, j'ai beaucoup d'admiration pour certains communistes, mais voilà, s'il avait eu raison, il aurait gagné les élections, il les a perdues, donc pas de leçon. En 2015, il y a 1 800 logements sociaux qui sont déjà programmés et vous avez entendu tous ceux qu'on vient de voter. Donc, pas de leçon.

AFFAIRE N°29 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'ACQUISITION DE 250 TRANSMETTEURS TÉLÉALARME - APPROBATION

Monsieur JAOUL

Monsieur le Président. Il s'agit dans cette affaire d'offrir aux personnes âgées ou en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteurs de téléalarme à leur domicile. Une dotation de 50 000 euros est inscrite au budget primitif 2015 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devra permettre l'acquisition d'environ 250 nouveaux appareils. Le règlement d'aide du conseil général de l'Hérault prévoit l'attribution d'une subvention pour l'acquisition de ce type d'appareils. Il s'agit donc, dans cette délibération, de solliciter une subvention auprès du département.

Monsieur le Président

Qui demande la parole sur ce sujet ? Est-ce qu'il n'y a pas un conseiller général courageux qui veut s'exprimer ? On compte sur les conseillers généraux parce que le but n'est pas de mettre sous perfusion le conseil général, c'est de travailler avec. Parce qu'une métropole intelligente travaille avec le tissu périurbain et le tissu rural. Parce que dans la grande affaire de la réforme territoriale dans la grande région, il y a deux grandes métropoles. Dans tout le tissu rural intermédiaire, que disent les élus ? Ils disent « avec qui on va bosser ? Avec qui on va travailler ? On est loin de Toulouse, donc on va travailler avec Montpellier ». Donc, c'est ça qu'il faut travailler, c'est cette liaison, c'est cette couture culturelle, politique, économique, sociale qu'il faut réanimer. Et pour ça, on a besoin du conseil général, mais un conseil général qui travaille avec la métropole, pas qui lui tourne le dos.

Dans le pôle métropolitain dont nous avons souvent parlé, et Max Lévitte a suivi un stage de formation en Suisse sur les pôles métropolitains, il y a deux sortes de pôles métropolitains. Il y a le pôle métropolitain fermé qui ne comporte que des agglomérations et le pôle métropolitain ouvert dans lequel la somme des agglomérations peuvent intégrer les conseils généraux et même la région. C'est ce que nous aspirons à créer. Il faut que l'intelligence surgisse, la coopération, l'amitié, la cohérence et l'efficacité.

Je mets aux voix la proposition de Laurent Jaoul, maire de Saint-Brès et vice-président. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : FINANCES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATION FINANCES GESTION ÉVALUATION (AFIGÈSE), ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF) - ADHÉSION 2015 - APPROBATION

Monsieur LEVITA

Je vous propose d'adhérer à l'association Afigèse, d'une part. L'objet de cette association, c'est les échanges d'expériences et c'est également les évaluations des politiques publiques. Et en second lieu, je vous propose d'adhérer également à l'assemblée des communautés de France qui représentent la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.

Monsieur le Président

Je vous propose de mettre aux voix l'affaire 30, adhésion à l'Afigèse. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2015

Monsieur LEVITA

Mes chers collègues. Comme vous le savez, nous avons décidé, dans le passage en métropole, qu'un certain nombre de compétences seraient transmises à la métropole. Ce transfert de compétences s'accompagne bien entendu d'attributions financières. Il y a des conséquences financières sur lesquelles nous avons énormément travaillé tout au long du mois de janvier et je remercie l'ensemble des DGS en particulier qui ont travaillé sur ce thème pour arriver à cette attribution de compensations qui a été discutée lors de la dernière réunion de la commission locale d'évaluation des transferts de charges où nous avons enregistré l'accord des membres sous réserve qu'un certain nombre de

points soient soumis à des études complémentaires. Il est clair que cette attribution de compensations, pour le moment, repose sur des chiffres 2013 et que, dès lors que les chiffres 2014 des 31 communes seront connus, il y aura une modification de cette attribution de compensations. Mais il est nécessaire que nous en votions une aujourd'hui pour permettre aux 31 communes de voter leur budget, sans cette attribution, elles sont dans la difficulté. Au total, vous pouvez constater que la métropole va enregistrer 57 784 000 euros dans le sens positif et dans l'autre sens, elle versera 2 854 000 euros à un certain nombre de communes. C'est le premier point du rapport.

Et le second point, je vous propose également d'élargir le groupe de pilotage qui à l'heure actuel est de 28 pour le faire passer à 31 pour que chacune des communes de notre métropole soit représentée dans ce groupe de pilotage.

Enfin, pour terminer Monsieur le Président, permettez-moi de remercier votre administration, Monsieur Fina et Madame Célié. Nous avons récemment mis fin à un emprunt qui était en francs suisses. Et vous avez pu observer que le franc suisse est aujourd'hui à une valeur extraordinaire, ce qui fait que c'était le bon moment et c'était avec les bonnes personnes, permettez-moi de vous en remercier.

Monsieur le Président

C'est nous qui vous remercions, Monsieur Lévit, parce que vous avez décidé des relations très fertiles avec la Suisse. Monsieur Alauzet.

Monsieur ALAUZET

Monsieur le Président, chers collègues. Je vais prendre la parole au nom de la commune de Fabrègues, concernant les transferts de charges. Je fais partie de la CLET, de la fameuse commission de transfert des charges et j'aimerais faire ce soir des remarques tant sur la forme que sur le fond. Sur la forme, nous élus, nous avons eu deux réunions, deux petites réunions. Une première réunion qui était généraliste où l'on nous a présenté les mécanismes de transfert, et j'ai regretté qu'à cette occasion on n'ait pas un peu pointé aux élus les difficultés des transferts de charges. Parce que ça paraît facile comme ça, on dit que ça ne coûtera rien aux communes, mais je tiens à souligner que dans certains cas de figure, c'est le cas par exemple de l'investissement voirie, on transforme une diminution de charge d'investissement par une perte de recettes de fonctionnement. Et vous savez que nos petites communes ont de grandes difficultés pour équilibrer leurs budgets, nous avons des autofinancements qui sont limités, une flexibilité qui va vraiment ici être atteinte par ce type de transferts. Il faut voir que quand on n'a pas d'argent, on ne fait pas de voirie, pendant deux ans, on serre la ceinture et après, on fonctionne comme on peut. Là, malheureusement, on nous prélèvera systématiquement l'investissement de voirie que l'on a fait pendant neuf ans en moyenne, moins les aides que nous avons pu obtenir sous forme de subventions, de cessions ou autres. Donc, je voulais dire par là qu'il y a une grosse perte de flexibilité dans le budget des communes, il y a beaucoup de communes qui vont être en danger par ce type de transferts et je pense qu'on aurait pu le souligner.

Je n'ai pas entendu clairement exprimer, dans cette première commission, les principes notamment de plafonnement des investissements voirie. Vous avez des petites communes, j'ai par exemple vu des montants de 40 ou 50 000 euros, je ne sais pas comment ils vont faire pour entretenir leur commune. Parce que même en multipliant par deux le montant des investissements, ils ne feront pas grand-chose. Il y a donc un souci dans les deux sens. Ceux qui ont des gros transferts, vont avoir des problèmes d'autofinancement sur leur budget de fonctionnement, ceux qui ont des petits transferts auront des problèmes d'investissement à l'avenir puisque l'on plafonne les dépenses d'investissement à deux fois le montant écarté des travaux de voirie.

La deuxième séance a été très instructive, je remercie Monsieur Lévit qui nous a laissé la parole, nous avons donc pu longtemps débattre. Mais là, ce que je regrette, c'est que j'ai l'impression, en tant qu'élus de base, que le pouvoir est détenu par les bureaux d'études ou par les fonctionnaires parce que nous, en tant qu'élus, nous avons fait des remarques, nous avons fait des propositions et en fin de compte rien n'a été retenu. Alors c'est vrai que c'est très intéressant de faire une commission d'évaluation des transferts de charges parce qu'on peut faire des débats techniques que l'on ne peut pas faire ce soir avec tous les élus. Mais personnellement, j'ai fait trois ou quatre propositions et ce soir, je vais voter un copier-coller du document que l'on nous a présenté avant la commission de transfert de charges. Donc, j'aimerais que dans les commissions, on puisse vraiment influencer sur les documents qui nous sont présentés. Là, c'est du copier-coller, on n'a rien touché, pas une virgule, malgré des propositions que je vais vous faire sur le fond.

Sur le fond, je voudrais d'abord parler d'un gros dossier qui avait déjà été abordé au temps de Jean-Pierre Moure avec Madame Cassar, c'est le dossier du SDIS. Il faut savoir qu'à l'époque le district avant la compétence incendie et les 14 ou 15 communes du district, si j'enlève Palavas, sont passées à l'agglomération sans payer le SDIS. C'est-à-dire que c'est l'Agglomération qui avait pris en charge le SDIS. Pour vous donner une idée, à la commune de Fabrègues, nous payons quand même 200 000 euros, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone paye 200 000 euros. Et vous avez actuellement, dans la métropole, 14 communes qui ne payent pas, dont Montpellier par exemple, qui payent zéro parce qu'elles appartenaient avant au district et vous avez 17 communes qui payent et qui, chaque année, se voient indexer 2 ou 3 000 euros de plus à cause d'une clause d'indexation sur les frais du département au niveau du service incendie. Ça nous étouffe un petit peu parce que je suis plutôt gestionnaire, j'ai regardé dans les documents, je n'ai vu aucun document financier qui ne traduise vraiment un transfert entre les communes et l'Agglomération pour que l'Agglomération prenne en charge ces frais de SDIS. Alors, je trouve franchement très injuste.

Monsieur le Président

Monsieur Alauzet, je vais vous arrêter parce que je vais vous expliquer. Je vous ferai des propositions sur cette clause liée au SDIS, à toutes les communes qui sont dans l'état que vous décrivez, mais en conférence des maires, dans les jours à venir, à la demande de Monsieur Ségura et d'autres maires. Donc, sur ce sujet, vous pouvez considérer que nous allons en rediscuter ensemble.

Monsieur ALAUZET

Donc, c'était une première remarque sur le fond. Je voulais qu'il y ait une équité entre les communes. Et Monsieur Pastor, le maire de Castries, avait fait une proposition la moins mauvaise par rapport au fait que l'on mette tout le monde au compteur à zéro. Il avait dit que l'on fige au moins les transferts à en 2001 quand nous sommes tous passés en agglomération. C'était ma première remarque sur le SDIS.

Monsieur le Président

Mais vous admettez que l'on hérite d'une situation dont nous ne sommes pas responsables. Mais dans un souci d'équité et de justice, nous allons réétudier la chose ensemble en conférence des maires, à la demande particulière, puisque c'est le premier à nous l'avoir soumis, de Noël Ségura, maire de Villeneuve-lès-Maguelone, que j'excuse ce soir.

Monsieur ALAUZET

Monsieur le Président, j'avais également parlé, lors de la commission des transferts, d'une situation ubuesque, j'avais employé ce terme. À Fabrègues, nous avons construit une belle caserne toute neuve, qui nous a coûté 800 000 euros, payée sur nos fonds propres et cette caserne sert à 75 % pour des communes qui nous sont voisines et qui ne payent pas le SDIS. Donc, nous, nous payons une caserne toute neuve, nous payons le SDIS et nous avons 25 % de la caserne qui fonctionne pour nous. Donc, il arrive un moment, la solidarité, nous sommes d'accord, mais l'équité doit également jouer son rôle. Et je précise, Monsieur le Président, que si par exemple l'Agglomération ou la Métropole actuellement prenait en charge la totalité du SDIS pour les 17 communes, ça représente moins de 0,5 % du budget de la métropole. Voilà une proposition.

Monsieur le Président

Simplement, sur l'équité, je partage votre point de vue, mais l'équité doit se faire sur toutes les thématiques et toutes les compétences métropolitaines. Elle doit se faire pour les transports, pour la gestion des déchets, pour le logement social, pour les aires d'accueil des gens du voyage que je vais intégrer dans notre discussion des maires et pour d'autres choses. Donc, oui à l'équité et je suis prêt à prendre en compte le problème du SDIS, je vous le répète, mais l'équité dans tous les domaines de compétences.

Monsieur ALAUZET

Nous en sommes d'accord. Concernant la voirie, nettoyage, fonctionnement, c'est du déclaratif et ça n'a pas encore été contrôlé, mais nous trouvons des incohérences très fortes, du simple au double, sur des communes de la même strate. Nous pouvons donc nous poser des questions. Concernant l'investissement au niveau de la voirie, le montant écrêté est une bonne idée, l'écrêtement de 30 %, parce que ça permet de ne pas asphyxier les communes au niveau de leur budget de fonctionnement. Nous sommes donc d'accord, c'est une bonne idée. Le montant après écrêtement, nous aimerions entendre dire ce soir clairement que ce montant sera disponible pour toutes les communes sans fonds de concours communal. C'est-à-dire que si une commune a par exemple 300 000 euros après écrêtement, qu'elle puisse disposer de ses 300 000 euros pour faire des travaux sans apporter un fonds de concours, parce que ça n'a pas été toujours évident dans les premières négociations. Le second point, j'aimerais entendre dire ce soir qu'une commune puisse cumuler, pendant par exemple deux ans, les fonds disponibles pour faire des travaux de plus grande envergure. Voilà ce que j'aimerais entendre là-dessus.

Je terminerai mon propos sur les critiques de fond concernant les charges de structure et des services transversaux. On prend comme base les salaires des gens affectés au nettoyage ou à l'entretien des points lumineux. Je comprends que les charges indirectes sont toujours compliquées à répartir, mais là, c'est une situation un peu idiote. Parce que si vous prenez une commune comme Fabrègues, je prends deux services, le nettoyage du village, nous avons une balayeuse avec des employés. Naturellement, nous allons appliquer 3 et 6 %, il y a 9 % en tout à appliquer pour ces services transversaux, pour ces charges de structure. On va nous appliquer 9 % sur les salaires. Vous prenez un village qui va prendre Nicolin pour nettoyer le village, lui, on va appliquer 9 % sur zéro frais de salaire. Nous avons une nacelle, nous entretenons nos points lumineux en régie. Eh bien une commune qui va externaliser ce service auprès d'une société, va appliquer un pourcentage de 9 % sur zéro. Ce qui fait que deux villages qui sont à 4 km d'intervalle, qui ont la même taille, un va payer dans les 40 000 euros de frais transversaux et l'autre qui va payer 20 000 euros, tout simplement parce qu'il y en a un qui externalise et l'autre qui va travailler en régie. Je trouve donc que le critère est mal choisi et j'ai proposé, en commission de transfert de charges, que l'on retienne un tant par habitant. Il y a 1,4 million à récupérer pour la métropole, nous sommes d'accord, il faut participer aux services transversaux, mais à ce moment-là, calculons tant par habitant comme on l'a fait pour les gens du voyage. Ce critère est mal choisi.

Naturellement, si nos propositions, ce soir, ne sont pas entendues, nous nous réservons notre vote tout à l'heure.

Monsieur le Président

Monsieur Revol a demandé la parole et je donnerai la parole à Max Lévida pour les réponses aux questions. Il y a Madame Cassar aussi. Je prends les demandes de parole : Monsieur Revol, Madame Cassar et Monsieur Pastor et Monsieur Lévida qui conclura.

Monsieur REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. Je pense que nous sommes face à un débat de fond et pas simplement à un débat de répartition fonctionnelle au sein de nos budgets. Moi, avant de dire mes remarques, je voudrais saluer le travail qui a été fait par les DGS et les services de l'Agglomération, puis de la Métropole, puisque depuis le mois de novembre, c'est chaque semaine que notre DGS rend des comptes à notre bureau municipal des discussions qui ont été menées au sein de la métropole. Et nous avons pu ainsi, semaine après semaine, faire nos remarques, nos critiques, nos propositions et au bout du compte, il y a un résultat qui n'est pas totalement conforme à ce que nous souhaitions à la commune de Grabels, mais qui est le résultat d'une vraie discussion. Je tiens à le saluer parce que j'aimerais bien que sur d'autres dossiers ce soit pareil et ce n'est pas toujours le cas.

Maintenant, sur le fond, nous sommes face à une vraie difficulté parce que l'attribution de compensations que nous allons verser cette année, de manière provisoire, mais qui détermine d'une certaine manière l'attribution de compensations permanentes que l'on renégociera l'année prochaine et qui elle sera définitive, correspond pour ma commune à environ 750 000 euros. C'est-à-dire exactement le montant de l'autofinancement moyen que nous arrivons à dégager depuis six ans sur un budget de fonctionnement de six millions d'euros.

Il est clair que nos communes ne perdent pas certaines compétences absolument essentielles. Il y a une compétence que nos communes conservent, c'est celle de l'école, de l'enfance, de la petite enfance, qui joue un rôle décisif dans la relation citoyenne communale. Et en tant que métropole, on doit tenir compte de la capacité de nos communes à pouvoir répondre à la demande sociale dans ce champ de compétence essentiel et qui reste communal et dont aucune loi ne prévoit le transfert, d'ailleurs personne ne le demande parce que ça revient trop cher et c'est les communes qui s'en occupent. Il faut donc veiller, notamment aux communes qui se développent – je ne pense pas seulement à la mienne, mais aussi à quelques communes voisines – et qui ont des besoins d'investissement dans le scolaire, dans l'école, qui sont parfois assez considérables, surtout quand les équipes précédentes n'ont pas pris soin de développer ces investissements dans les écoles alors qu'ils acceptaient des constructions nouvelles. Donc, certaines communes vont être confrontées à ces investissements. Or, ces 750 000 euros que l'on dégage par an, qui est à peu près une bonne gestion, cumulés sur 4 ou 5 ans, ça nous fait une école chez nous. Et donc, à partir du moment où cet excédent de fonctionnement disparaît, notre capacité d'investissement par l'autofinancement disparaît et notre crédibilité auprès des banques pour obtenir des emprunts disparaît également.

Donc, il y a une vraie inquiétude des communes. Cela provient en partie du fait qu'il ne s'agit pas que d'une imputation comptable au sein d'un budget de fonctionnement qui fait que les tâches accomplies aujourd'hui par nos communes seront accomplies demain par la métropole, souvent par les mêmes agents, se situant dans les mêmes bureaux d'ailleurs. Mais ce n'est pas que ça, cette imputation comptable est à peu près 50 % de la somme que nous versons, le reste est dû à un mode de calcul. Et je voudrais dire à Monsieur Alauzet que c'est la loi qui nous l'impose de faire que c'est à partir de l'investissement voirie que nous définissons le montant du fonctionnement que nous dégageons, ce qui est une injustice de la loi. Nous sommes plusieurs ici à l'avoir réclamé, y compris quand les parlementaires étaient en tribune. Je leur ai fait deux lettres, je n'ai toujours pas de réponse. Je sais que Monsieur Grand est intervenu sur cette question, c'est le seul qui m'a répondu oralement sur ce point, les autres n'ont rien dit. En ce sens qu'il est complètement anormal que de ce point de vue le montant d'investissement. Les modes de calcul qui ont été choisis sont finalement assez équilibrés et je trouve qu'ils ont été choisis avec une certaine pertinence, mais nous sommes face à une réelle difficulté.

Donc, si la solidarité intercommunale existe, il faut qu'ici on prenne la mesure, au sens de la métropole, de comment nous allons aider les communes qui auront des investissements forts à faire dans leur champ de compétences. D'autant plus que lorsque nous nous adressons aujourd'hui aux autres acteurs que sont l'État ou le conseil général pour faire une école, ils nous répondent qu'ils n'ont plus de sous. À la fois pour des raisons politiciennes, mais aussi pour des raisons de fonds qui sont liées à la diminution des dotations de fonctionnement des collectivités territoriales et des départements en premier lieu.

Donc, vous comprenez, je crois, qu'il y a une inquiétude des communes. Je ne parle pas de celles qui n'ont pas d'excédent de fonctionnement, voire qui ont des déficits de fonctionnement, l'inquiétude est encore plus grande. Mais il va falloir que nous réfléchissions à la façon dont nous gérons et cette année expérimentale doit absolument garder son nom pour qu'au terme de cette année nous fassions un bilan précis pour que l'on puisse rééquilibrer les données en fonction des besoins de chacune des communes. Je tiens à souligner que je me félicite qu'il y ait une disposition dérogatoire qui ait été prise concernant les fonds de concours au sein des voiries qui permet à notre commune d'avoir une certaine maîtrise qui, je crois, est cumulable sur plusieurs années pour pouvoir avoir une capacité d'action alors que l'on sort, les uns et les autres, de plans d'intervention dans les voiries qui ne vont pas s'interrompre brutalement parce que maintenant c'est la responsabilité de la métropole. Donc, arriver à créer cette coordination entre nous, en prenant en compte les compétences qui restent communales et qui sont importantes me paraît essentiel si nous ne voulons pas que nos communes soient asphyxiées.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Madame Cassar.

Madame CASSAR

Monsieur le Président. Je voulais vous dire que moi j'étais d'accord sur l'évaluation qui a été faite pour les charges transférées, excepté, bien évidemment, sur le contingent incendie. J'ai bien entendu ce que vous avez dit et je vous en remercie parce que depuis 2008, j'étais la seule à intervenir sur cette participation du contingent incendie que je juge inégal par rapport aux autres communes. Donc, j'ai bien entendu ce que vous avez dit, c'est un pas en avant, je vous en remercie.

Par contre, je maintiens ce que j'avais dit, à savoir que la délibération du service départemental d'incendie et de secours qui fixe les participations au contingent incendie est illégale sur plusieurs points et je pense que le juge administratif ne manquera pas de relever ces irrégularités. Donc, c'est quelque chose à prendre en compte et je pense que les services de la métropole l'ont bien entendu. Par contre, pour être logique dans la position que j'ai pris depuis 2008, tant que nous n'aurons pas la certitude qu'il y ait une égalité sur cette participation au contingent incendie, je m'abstiendrai sur ce rapport.

Monsieur le Président

Merci, Madame Cassar. Monsieur Pastor.

Monsieur PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais redire ce que j'ai dit à la CLET l'autre fois. D'abord, féliciter le travail considérable qu'ont fait à la fois Christian, Christel et nos DGS et nos services comptable dans les diverses communes. C'était avant tout un travail de technicien qu'il fallait qu'ils fassent eux pour que nous puissions ensuite trancher. J'ai effectivement proposé une solution pour le SDIS et j'ai eu, en CLET, l'assurance de Monsieur Lévitá qu'aujourd'hui on votait une AC provisoire et que le problème serait examiné, autre autres en conférence des maires, d'ici l'AC définitive. En conséquence, bien entendu, je voterai la délibération dans son intégralité.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pastor. Monsieur Lussert m'avait demandé la parole et je ne l'avais point vu.

Monsieur LUSSERT

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais saluer le travail remarquable qui a été accompli et je voudrais dire qu'il a été accompli à marche forcée, à un rythme fou et qui est satisfaisant parce que l'attribution de compensations est provisoire. Mais je suis de l'avis de René Revol, il faut absolument prendre toute l'année 2015 pour examiner ces hypothèses de travail que nous allons voter, qui vont être proposées au vote. Je salue la méthode de discussion, tous les maires ont pu prendre part à la discussion, tous les DGS et éventuellement quelques adjoints. Je déplore tout de même que le rythme infernal n'ait pas pu nous permettre d'examiner les choses en conseil municipal. Donc, pour ma part, c'est ce que je vais faire le plus rapidement possible après le vote de ce soir pour que l'on soit 27 à examiner tout cela et pas une ou deux têtes qui l'ont fait jusqu'à présent pour la commune que je représente.

Pour reparler du SDIS, je représente une commune qui ne paye pas le SDIS. J'ai déjà dit en conférence des maires que ça ne me choquait pas de revoir les choses, mais j'ai bien noté votre remarque, Monsieur le Président, en parlant d'équité à ce sujet et en évoquant par exemple le taux de logement social.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Prades. Je donne maintenant la parole à Max Lévitá.

Monsieur LEVITA

Il y a un point qui concerne les 31 communes. Il est clair que ce qui figurait en investissement dans nos comptes, comme ça passe maintenant en attribution de compensation, c'est transféré au compte de fonctionnement et ça nous met tous dans une situation infernale. À terme, vous voulez que les communes ne soient pas asphyxiées, elles seront toutes asphyxiées, il n'y a pas de problème là-dessus. Il ne faut pas avoir fait de grandes études là-dessus. Comment nous ferons 2016, 2017 ? Mes chers collègues, à chaque jour suffit sa peine, nous commençons par celui-là. Nous avons essayé d'indiquer au législateur qu'il y avait une possibilité qu'il y ait deux transferts, un transfert de fonctionnement et un transfert d'investissement, ça changeait beaucoup les choses. Nous n'avons pas été entendu. C'est le premier point.

Le second point, il y a une loi, je veux bien que l'on invente tout ce qu'on voudra, mais pour le moment, on est bien obligés d'appliquer la loi. J'ai indiqué au Président, à la suite de la réunion de la CLET, qu'il y avait un certain nombre de points qui nécessitaient des études complémentaires. Et c'est vrai que ce soit dans le domaine du SDIS, que ce soit dans le domaine des aires du voyage, dans le domaine du tourisme et ça a été enregistré par les services de la métropole. Il y a donc des études en cours. Aujourd'hui, nous avons une attribution de compensations provisoire, nous sommes allés en marche forcée, mais si nous n'allons pas plus vite, nous ne pouvons pas voter les budgets dans nos communes.

C'est donc pour ça que nous sommes allés vite et c'est pour ça que c'est transitoire, nous verrons ensuite dans quelle mesure nous pourrions améliorer la proposition.

Sur le SDIS, pour le moment, on s'en tient à la loi. Sur le SDIS, les communes qui à l'heure actuelle ne paient pas, elles ont payé au moment du passage au district puisqu'il y a eu, à ce moment-là, un calcul sur la compensation. Nous n'allons donc pas remettre en cause ce qui a déjà été calculé lors de ce passage, j'en suis désolé. Quand mon collègue dit qu'il n'y a qu'1,5 million à trouver, ça ne fait qu'ajouter aux 14 millions que nous cherchons à l'heure actuelle.

Après, il y a un point dont je n'ai pas discuté en CLET, mais qui a été discuté à la commission des finances, c'est qu'il faudrait que l'on s'entende sur le transfert de la compétence. À partir du moment où la compétence est transférée à la métropole, elle sera exercée par la métropole. Elle sera exercée comptablement, financièrement et politiquement bien entendu et ça, ça appartient au Président de regarder. Mais une compétence qui est transférée est transférée. Dans les discours que j'entends et en particulier ce soir de notre collègue de Fabrègues, j'ai compris que pour lui, c'était sur le papier qu'elle était transférée. Elle n'est pas transférée sur le papier, elle est transférée en vrai. Donc, comment nous l'exercerons ? Il appartient et je fais confiance à l'intelligence de mes collègues qui seront chargés de la voirie et du nettoyage dans les années à venir. Mais une compétence transférée est une compétence transférée. J'invite mes collègues à bien réfléchir à ce point.

Ceci étant, je rassure, j'ai bien dit que c'est transitoire. Un, nous allons faire intervenir les budgets 2014 et également les résultats des études. Je ne m'en suis pas tiré par une pirouette, nous avons bien dit que l'on ferait une étude complémentaire sur ce point et nous en tiendrons compte.

Monsieur le Président

Le report d'une année sur l'autre est une disposition que nous avons adoptée. C'était une partie de la question posée par Monsieur Alauzet.

Il y a également eu le fait que Jean-Marc Alauzet ne participe pas à la conférence des maires puisqu'il représente Monsieur Martinier en séance publique, mais à la conférence des maires, c'est le maire de Fabrègues qui est présent. Mais nous avons bien entendu les remarques. Je mets aux voix l'affaire 31. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 5 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

Mme Julie FRECHE et M. Jean-Pierre GRAND quittent définitivement la séance donnant respectivement un pouvoir à M. Jean-Pierre MOURE et à Mme Catherine DARDE.

AFFAIRE N°32 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur BONNAL

Sur cette délibération 32, il s'agit des évolutions habituelles. Il y a quand même un point important politiquement s'entend, c'est la disparition du service funéraire de Montpellier Agglomération, c'est fini au 31 décembre et la société anonyme d'économie mixte locale s'est mise en place. On transfère donc tout le personnel, une partie du personnel titulaire et tout le personnel qui était là à titre privé, à la nouvelle société.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Bonnal. Souhaitez-vous interpellier Monsieur Bonnal sur des renseignements supplémentaires au sujet de cette affaire ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CULTURE – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA SOCIÉTÉ 7LTV - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je tiens à excuser Monsieur Travier. Cette convention est inhérente à ces contrats passés avec la Métropole et notamment celui qui consiste à filmer nos séances publiques. Qui demande des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE CORTONE (ITALIE) POUR L'EXPOSITION « L'ÉCRITURE ÉTRUSQUE » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

FFAIRE N°35 : CULTURE – PLANÉTARIUM GALILÉE - "CITY CARD" - CONVENTION AVEC L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : CULTURE – MUSÉE FABRE - VENTE DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION 2012 "CORPS ET OMBRES, CARAVAGE ET LE CARAVAGISME EN EUROPE" EN LIBRAIRIES ET POINTS DE VENTE SPÉCIALISÉS - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION AVEC LES ÉDITIONS MÉRIDIANES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Affaire 38 : Culture - Festival Printemps des Comédiens 2015 - Convention de partenariat avec le Département de l'Hérault et l'association "Le Printemps des Comédiens" - Autorisation de signature - RETIRÉE

Monsieur le Président

Cette affaire est retirée de l'ordre du jour.

AFFAIRE N°39 : CULTURE – PLANÉTARIUM GALILÉE - CRÉATION DE NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU-LE-LEZ - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3411DC13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues. Une intervention très brève pour dire que l'un des problèmes de la médiathèque actuelle de Castelnau était qu'elle n'était pas accessible aux handicapés. Le choix porte ici sur une médiathèque à deux niveaux accessible au public. J'espère que la question de l'accessibilité nous est bien garantie dans le choix qui a été fait, parce que ça serait vraiment dommage si ce n'était pas le cas.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre, Monsieur Rouilleault. Aujourd'hui, dans tous les permis de construire, l'accessibilité est l'un des éléments majeurs qui requiert l'attention des services d'urbanisme à la fois de la ville de Castelnau-le-Lez et ceux de la métropole. Ces conditions d'obtention des permis de construire sont obligatoires de par la loi. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – COMÉDIE DU LIVRE 2015 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de la convention de partenariat entre la ville de Montpellier et la métropole pour l'organisation de la Comédie du livre qui sera consacrée cette année aux littératures ibériques, Espagne et Portugal. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Et l'an prochain, la Comédie du livre deviendra une manifestation métropolitaine avec des expressions beaucoup plus formées dans toutes les médiathèques de la Métropole.

AFFAIRE N°42 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - EXTENSION DES MISSIONS À L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AIDES À LA RÉHABILITATION DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

Monsieur REVOL

C'est un dossier important qu'il ne faut pas négliger, car sur notre territoire, il y a 4 000 points d'assainissement non collectif chez des particuliers. Il faut savoir que notre collectivité dispose depuis 10 ans d'un service en régie avec deux agents qui recensent ces points et qui ont pris la mesure, par un travail assidu, du nombre de ces points d'assainissement non collectifs qui n'étaient pas conforme. C'est autour de 65 % de ces 4 000 postes, c'est donc beaucoup.

Donc, nous avons décidé de mener une bataille pour arriver à la réhabilitation de ces postes d'assainissement non collectifs le plus rapidement possible. Pour ce faire, toute une série d'aides sont possibles, notamment au niveau de l'Agence de l'eau, parce que parfois l'investissement est lourd pour des gens qui n'ont pas nécessairement les revenus de le faire. Il y a donc possibilité d'avoir une subvention jusqu'à 3 000 euros sur ce type de postes.

Il faut donc que nos agents puissent voir leur mission aller au-delà du contrôle et de pouvoir accompagner les particuliers dans toutes ces opérations. Je pense que derrière, il y a des enjeux d'environnement, dans notre territoire, qui sont absolument essentiels. C'est un travail qui ne se fera pas en un jour, mais avec cette délibération, on ouvre un nouveau champ de travail à ce service qui existe dans notre métropole depuis 10 ans.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Qui demande des explications auprès de René Revol, vice-président ? C'est l'occasion pour moi de vous remercier, Monsieur Revol, pour le travail de romain que vous faites pour le passage en régie publique de l'eau et dont vous me rendez compte de façon régulière et je vous en remercie.

Monsieur REVOL

Merci beaucoup. Et si je peux me permettre, je suis arrivé un peu en retard à cette séance tout à l'heure parce que j'étais au téléphone avec le directeur de la future régie publique de l'eau qui prend son poste lundi prochain. Direction administratif financier, directeur des ressources humaines, le dispositif est en place, la marche à la régie est inexorable.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 42. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. J'ai oublié de vous dire que lorsque Jean-Luc Moudenc m'a proposé d'intervenir pour la création de Toulouse métropole, il a également demandé aux groupes politiques de Toulouse métropole de s'exprimer publiquement. Alors, c'est exprimé le groupe UMP, le groupe PRG, le groupe PS, le groupe vert, le groupe divers gauche, le groupe saurélien puisque j'ai appris qu'il y avait un groupe saurélien à la Métropole de Toulouse. Le groupe communiste et puis un groupe de maires des hauts cantons qui était divers. Le groupe des maires a loué le travail de Montpellier Méditerranée Métropole. Le groupe UMP s'est félicité et nous a remerciés pour le travail que nous fournissions ensemble avec la ville de Toulouse. Le groupe communiste nous a félicité pour la mise en place démocratique de la métropole de Montpellier et nous a remerciés aussi pour la place que nous donnions dans le journal de la métropole à l'occitan. Le groupe socialiste s'est exprimé par la bouche d'un sénateur et de l'ancien maire de Toulouse, Pierre Cohen. Le sénateur m'a allumé mieux que le modèle et Pierre Cohen nous a remercié et nous a félicités de la collaboration avec la ville de Toulouse, lui qui a porté la réforme territoriale. Le groupe saurélien m'a soutenu. Le groupe PRG a dit tout le bien qu'il pensait de nous. Et je garde le meilleur pour la fin, le groupe Europe écologie les verts qui nous a apporté son soutien sans réserve pour deux raisons. D'abord pour les lignes de tramway écologiques en site propre et deuxièmement pour la mise en place de la régie publique de l'eau. Si vous aviez entendu le groupe UMP, Monsieur Larue, vous auriez vu à quel point nous étions populaires en Midi Pyrénées.

Donc, tous les groupes politiques à l'unanimité ont félicité le travail que nous faisons. Et le groupe Europe écologie les verts et le groupe communiste, ça m'a fait plaisir parce qu'autant de communistes, autant de groupes communistes parce qu'il y a plusieurs chapelles dans la maison du père. Et le groupe communiste de Midi Pyrénées a été, avec nous, d'une « clartitude » extraordinaire et nous a soutenus très clairement et très officiellement. Donc, ça m'a fait plaisir, parce que même si de temps en temps j'allume Monsieur Martin, j'ai quand même un grand respect pour les communistes. On ne peut pas rayer d'un trait de plume tout l'espoir qu'a suscité le communisme. D'ailleurs, le Général de Gaulle lui-même avait parfaitement intégré dans le gouvernement issu de la résistance, plusieurs ministres communistes. Il y a donc un temps pour la guerre, mais il y a un temps pour l'amour aussi.

AFFAIRE N°43 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - RÉORGANISATION DU SYSTÈME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

Monsieur REVOL

Il s'agit d'un dossier que mon collègue voisin et ami maire de Montferrier connaît bien. Il s'agit donc de reprendre

et d'engager tout le processus qui mène à raccorder à la source du Lez la commune de Montferrier et par là même de s'engager dans la rénovation. C'était inscrit au schéma directeur d'eau potable qui a été voté en 2013.

Et c'est d'autant plus facile que le tuyau qui vient de la source du Lez traverse la commune de Montferrier et que le tuyau qui revient de l'usine d'Arago pour aller vers le Pic Saint-Loup et fournir de l'eau de grande qualité passe aussi par la commune de Montferrier. Donc, c'est tout le processus de mise en place de ça qui démarre ici et il faut le saluer, c'était important et c'était attendu par la commune.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à René Revol ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°44 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION - DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Monsieur REVOL

C'est un dossier simple, on demande une aide à ce sujet, car il s'agit d'avoir des outils tout à fait performants pour gérer un patrimoine qui est relativement important de tout le schéma de distribution de l'eau. Donc, pour ça, cet outil est absolument indispensable. Nous en avons déjà parlé l'année dernière, donc maintenant, il s'agit de demander l'aide, de le mettre en place et de l'obtenir.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à René Revol ? Je mets aux voix. Monsieur Lévida.

Monsieur LEVITA

Pour revenir sur le plan précédent, j'ai souligné en CLET que les membres de l'assemblée s'interdisaient, sinon ça va être horrible, tout jugement sur le fonctionnement des autres communes. La commune x ne va pas s'amuser à essayer de refaire les calculs de la commune y. Dans chacune des communes, il y a des maires, ils ont été élus, ils ont l'onction du suffrage universel. Et à partir de ce moment-là, on s'est interdit, et les DGS l'ont parfaitement compris, de faire des jugements sur ce que les autres ont fait. Bien sûr que nous avons des jugements, mais ils n'interviennent en rien sur le calcul. Je voulais le préciser.

Monsieur le Président

Vous avez bien fait de le préciser, Monsieur Lévida parce que ça s'appelle de l'ingérence. Le maire est libre dans sa commune avec son conseil municipal et gère sa commune comme il le souhaite et aucun autre maire n'a le droit d'intervenir dans la gestion de la commune voisine. Il en va des petites communes comme de Montpellier. Je remets aux voix l'affaire 44. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - AVENANT N°1 AU MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°3.42G DES INFRASTRUCTURES DU SECTEUR E : E. GRANIER / TERMINUS PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Isabelle Gianiel, vice-présidente.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Cette affaire 45 concerne des travaux exécutés sur la ligne 3 de tramway et notamment la partie qui va du rond-point Ernest Granier jusqu'au terminus du tram à Pérols. Donc, cette ligne 3 de tramway a fait l'objet d'un marché principal qui avait été attribué en son temps, c'est-à-dire en 2009, à l'entreprise Eiffage pour environ 24,4 millions d'euros. Ce marché principal a fait l'objet d'un marché complémentaire pour des travaux qui n'étaient pas prévus au programme prévisionnel, marché complémentaire qui était d'une valeur d'environ 2,8 millions d'euros.

Le présent avenant, avenant numéro 1 sur ce marché complémentaire sur le marché principal des travaux de la ligne 3 entre Ernest Granier et le terminus de Pérols, porte sur des petits travaux supplémentaires, des modifications marginales de programmes et des mesures d'économie qui sont détaillées dans la délibération et qui conduisent donc à une plus value du marché complémentaire, qui est proposé dans cet avenant, de 44 746,77 euros. La présentation de cet avenant a été faite en commission d'appel d'offres le 27 janvier dernier qui a émis un avis favorable.

Il vous est donc proposé de suivre cet avis.

Monsieur le Président

Merci, Madame Gianiel. Qui demande des explications à Isabelle Gianiel, vice-présidente chargée de la mobilité et des transports et adjointe à l'urbanisme de la ville de Pérols auprès de Monsieur Rico, maire. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°46 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - AVENANT N°2 ET PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ N°3.425 DES INFRASTRUCTURES DU SECTEUR E : E. GRANIER / TERMINUS PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE**Madame GIANIEL**

Nous sommes toujours sur la ligne 3 et nous sommes toujours entre Ernest Granier et le terminus, nous sommes donc toujours sur des travaux à exécuter. Il s'agit là par contre de l'avenant numéro 2 sur le marché principal des travaux. Je le répète, le marché principal portait sur un montant de 24,399 millions d'euros. Les travaux supplémentaires exécutés, dans le cadre de ce projet d'avenant numéro 2, portent sur une valeur totale de 3,789 millions, ils ont tous été intégralement réalisés. Et cet avenant numéro 2 prévoit également un protocole transactionnel, c'est important, qui nous permet de sortir d'un contentieux possible avec l'entreprise attributaire, à savoir Eiffage, et qui portait sur des réclamations diverses qui sont détaillées sur la fin de la délibération, qui ont été pour partie seulement acceptées par la métropole, notamment tout ce qui concernait les mesures de coûts d'accélération sur le chantier, des dispositions particulières d'exploitation de la route départementale 66 et des protections aussi sur le chantier. Ce qui a été refusé, c'est les révisions de prix des surcoûts, des frais financiers des surcoûts et des frais de constitution du mémoire de réclamation. Donc, les prétentions du titulaire quant à ce protocole transactionnel portaient sur un montant de 4,115 millions d'euros environ. Les parties se sont rapprochées, ont trouvé un accord amiable. Aujourd'hui, la facture est arrêtée, pour ce protocole, à 782 000 euros HT. Mais de toute façon, s'agissant d'une indemnité, ce n'est pas soumis à TVA.

L'ensemble du dispositif avenant numéro 2, c'est-à-dire coût des travaux supplémentaires plus protocole transactionnel a été présenté à la commission d'appel d'offres du 27 janvier dernier qui a émis un avis favorable.

Il vous est donc proposé de suivre l'avis de la commission. De porter le montant total du marché à 28,164 millions d'euros. Et de l'assortir du protocole transactionnel de sortie du contrat avec l'entreprise Eiffage.

Monsieur le Président

Merci, Madame Gianiel. Qui demande des explications à Madame Gianiel ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°47 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.641 DE SIGNALISATION FERROVIAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°48 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉS N°2742GD11 POUR LE TRI ET LA VALORISATION DES ENCOMBRANTS - AVENANTS N°1 AU LOT N°1 (SMN) ET AVENANT N°2 AU LOT N°2 (ONYX LR/ACTISOL) - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur MEUNIER**

De l'affaire 48 à 52, nous allons parler d'avenants concernant Castries à partir de 49 et l'affaire 48 concerne Demeter. Nous sommes en train de relancer un marché sur Demeter. Nous prolongeons donc l'utilisation de Demeter pour deux mois. Avenant de 120 000 euros sur le lot numéro 1 et 180 000 euros sur le lot numéro 2 pour les sociétés SMN et Onyx qui gèrent ce bel outil.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Qui souhaite des renseignements complémentaires auprès de Cyril Meunier, vice-président et maire de Lattes ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3362GD13 POUR LA RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANTS N°3 AU LOT N°1 (BUESA) ET N°2 AU LOT N°2 (SADE/POLEN) - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur MEUNIER**

À partir de l'affaire 49, ça concerne les intempéries que nous avons eues et qui nous ont, le 29 septembre dernier, mis à mal sur le chantier de Castries. Là, c'est le marché de BUESA pour un avenant de 236 377 euros, ce qui représente à peu près 7,93 % de l'augmentation du marché lié aux prises en compte des intempéries.

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Merci, Monsieur le Président, Monsieur le vice-président, chers collègues. Sur l'affaire 49, je voudrais juste attirer votre attention sur le fait que les avenants portant sur ce site de Castries représentent une augmentation de près de 30 %. Puisqu'au total, tous les avenants qui sont faits représentent une somme de 1,6 million d'euros sur, à la base, un contrat qui était de 2,982 millions d'euros.

Lorsque ce site a été retenu, l'un des arguments phare qui était présenté, c'était qu'il s'agissait d'un site qui était facilement aménageable et qui coûterait donc peu pour le stockage des déchets et donc de baisser le prix de la tonne stockée. Or, vous voyez bien qu'avec tous les avenants qui se succèdent, et vous en aurez dans les autres délibérations qui vont suivre, on a un réel problème concernant ce centre qui ne présente pas tous les atouts pour le stockage des déchets non dangereux. Je reviendrai vers vous sur les prochaines délibérations, mais je voulais attirer votre attention sur ce coût qui me paraît aujourd'hui en forte augmentation et qui donc ne va pas dans le sens des économies.

Monsieur le Président

Merci. Qui souhaite s'exprimer sur l'affaire 49 ? Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Je retiens la remarque de notre collègue. C'est sûr que sur les travaux, il y a eu des avenants. Il faut quand même prendre en compte, sur la somme que vous venez de dire, qu'il y a une grosse partie de ces avenants qui prennent en compte les dégradations que nous avons eues et les retards que nous avons eus liés aux intempéries. Mais il n'y a pas que ça, Monsieur le Maire de Montaud a entièrement raison.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - TRAVAUX DE RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N° 3870GD15 AU LOT N°1 (BUESA) DU MARCHÉ 3362GD13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur MEUNIER

Il s'agit d'une affaire sur laquelle je pense que le maire de Montaud va intervenir plus longuement. Il s'agit d'un avenant lié à des prises en compte de solidité de parois et de suggestions géotechniques qui ont été prises en compte dans le cadre des travaux d'étanchéité de préparation du casier.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Monsieur MEUNIER

Je pensais qu'il prendrait la parole, c'est pour ça que j'ai écourté.

Monsieur RAYMOND

C'est gentil, Cyril, mais je ne vais pas intervenir à chaque fois. Je pense qu'au niveau du coût, tout a été dit dans ma première intervention.

Monsieur MEUNIER

Il s'agit donc d'un avenant de 116 000 euros, soit 3,90 % d'augmentation par rapport aux coûts de ces travaux d'étanchéité de préparation du casier sur les parois est.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°3418GD13 POUR L'EXPLOITATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX. AVENANT N°1 AU LOT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur MEUNIER

Nous ne sommes plus sur les travaux, mais sur l'exploitation avec la société SMTVD. Il s'agit d'un transfert du casier numéro 1 où nous avons dû déposer les déchets, pendant le temps où nous avons dû réparer l'alvéole numéro 2. Et maintenant, on remet ces déchets qui étaient stockés en attente, pendant les travaux, de l'alvéole numéro 1 à

l'alvéole numéro 2 pour une somme de 95 040 euros, soit 0,95 % du montant total du marché.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Sur cette délibération, Monsieur le Président, je voterai contre et je m'en explique. Je dois vous dire que la gestion de ce centre de stockage afin qu'il soit transparent et lisible pour tous les acteurs du territoire, mais surtout les habitants qui sont à proximité – je parle de ma commune, mais également des autres communes, de Saint-Drézéry, etc. – il faut qu'il se fasse de manière correcte et qu'il respecte, à mon sens, la réglementation. Or, pour le coup, le stockage des déchets, pour y passer quasiment 4 fois par jour, sur ce déplacement lorsqu'il y a eu des travaux et lorsqu'il y a encore des travaux pour l'aménagement du deuxième casier, les déchets ont été stockés sur l'espace sommital du casier 1, engendrant des nuisances et liées aux envols de plastique et liées bien évidemment aux odeurs. Parce que vous comprenez bien que quand vous ressortez des déchets du fond d'un trou, évidemment qu'il y a des gaz et donc des odeurs qui sont perceptibles sur une certaine zone géographique. Donc, j'estime que pour le coup, la société SMTVD qui est le gestionnaire n'a pas fait le bon choix et que ce qu'il a fait été très mal venu eu égard aujourd'hui à toutes les discussions que l'on peut avoir avec les riverains pour continuer à stocker des déchets sur ce centre de stockage dans une bonne entente, même si parfois c'est assez compliqué. Je pense que les déchets qui étaient au préalable au fond de ce casier auraient dû être externalisés et non pas placés de manière sommitale sur le casier 1 où nous avons dépassé la limite, la cote NGF mentionnée dans les arrêtés.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Raymond. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Je comprends tout à fait la réflexion du maire de Montaud. Mais soyons très honnêtes, si nous avions dû externaliser, d'abord ça nous aurait coûté excessivement cher. Les solutions n'étaient pas faciles et évidentes à trouver et non pas prises en compte dans le marché initial. Et puis deuxièmement, c'est quand même une situation très exceptionnelle. Donc, c'est vrai que dans le cadre des retards de travaux liés aux intempéries, nous avons été mis face à cette conséquence. Dont acte, évidemment que ça a engendré un grand nombre de nuisances pour les riverains. Mais malheureusement, c'est une situation exceptionnelle, c'est tout ce qu'on peut dire.

Monsieur le Président

Qui souhaite s'exprimer sur le sujet ? Monsieur le maire.

Monsieur RAYMOND

J'entends la situation exceptionnelle, pour autant, je vais vous donner un exemple. En commission de suivi des sites, cela fait bientôt six ans que l'on demande à avoir les résultats de toutes les analyses effectuées trimestriellement sur cette zone géographique, que ce soit les résultats des piézomètres en termes de qualité de l'eau, du cours d'eau, puisque je vous rappelle qu'il y a une source qui s'appelle la Cadoule qui est là. Et on nous a fait plusieurs promesses à la commission de suivi des sites en nous disant « oui, vous aurez ces analyses ». La promesse tient pour tous les membres de la commission du suivi des sites, aussi bien les élus des différentes communes, mais également les associations, etc. À ce jour, nous n'avons toujours pas, via un blog ou un site Internet, à la disposition des gens les résultats du suivi de ce centre de stockage. Alors, je vous le demande solennellement, Monsieur le Président, il faut absolument montrer une certaine transparence sur ce centre de stockage afin d'arriver à continuer à l'exploiter sereinement jusqu'en 2019.

Monsieur le Président

J'ai bien entendu et nous allons faire le maximum pour répondre à votre demande. Et j'ai lu attentivement l'article de vos vœux, à Montaud. J'ai vu que pendant votre séance de vœux, vous aviez évoqué le fait que je m'étais engagé à ce qu'il n'y ait pas d'autre casier à Castries. Je renouvelle mon engagement de façon claire parce que ça revient sur le tapis de temps en temps dans l'opinion. Donc, je dis clairement que pour les déchets ultimes à Castries, c'est fini. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Deux réponses à la demande. Premièrement, au mois de mars, nous donnerons les résultats trimestriels, je m'y suis attaché. Donc, vous les aurez pour le trimestre à venir au mois de mars. Et la deuxième chose, dans le cadre du travail que nous menons à la métropole, nous tenons toute éventualité exceptée une, c'est-à-dire l'agrandissement de Castries et un autre casier. Ça, c'est clair net et précis, nous ne l'envisageons pas du tout dans toutes les réflexions que nous faisons avec l'ensemble de nos partenaires.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Quelqu'un d'autre souhaite s'exprimer sur le sujet ? Madame le Maire de Saint-Drézéry.

Madame GALABRUN-BOULBES

C'est simplement que je soutiens les propos du maire de Montaud, bien sûr. Comme je suis un peu grippée ce soir, je lui avais demandé de prendre la parole à nos deux noms. Vous allez bientôt recevoir d'ailleurs un courrier qui fait 4 ou 5 pages, donc les services vont se régaler. Puisque ça a tissé un peu les associations de défense, qui chez nous s'appellent SDNE, et vous allez voir toutes les inquiétudes qu'ils ont. Je crois qu'à un moment donné, leur parler franc, clair et leur donner des chiffres, ça les rassurerait.

Monsieur le Président

Nous avons bien entendu. Je mets aux voix l'affaire 51. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? 1 abstention. Adopté.

AFFAIRE N°52 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°1586GD07 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANT N°5 - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur MEUNIER**

C'est un tout petit dossier. Nous avons une capacité de stockage résiduelle qui était disponible sur le casier numéro 1, c'est juste l'augmentation des honoraires de la maîtrise d'ouvrage qui est assurée par une société dont le nom est totalement imprononçable : GRONTMIJEI. Le seul point que je voulais dire au final, pour remercier la qualité des services qui s'en occupent à la Métropole parce que le sujet n'est pas simple. Il est toujours facile de critiquer l'intervention des uns et des autres, de nous collectivement par rapport à cette gestion des déchets. Il y a des hommes et des femmes dans ce service qui travaillent au quotidien et qui sont vraiment remarquables. Et en particulier, je voulais dire que le coût du casier 2 est à l'identique du casier 1 et c'est le fruit d'un travail de maîtrise de ce chantier, en vous rappelant que le casier 2 a subi ces intempéries. Donc, merci à l'ensemble de nos services de l'environnement et des déchets.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Pastor a demandé la parole.

Monsieur PASTOR

Monsieur le Président, puisque nous sommes dans le traitement des déchets, ma question n'a pas de rapport avec la délibération, mais je m'adresse au vice-président en charge de ça. Nous avons voté dernièrement un plan de rénovation des déchetteries. Est-ce qu'on peut nous dire où nous en sommes ? Parce que celle de Castries Baillargues qui est l'une des plus anciennes, qui date d'avant les années 90, chaque fois que nous y allons avec mon ami Meyssonier, on se fait questionner pour savoir quand est-ce que ça sera rénové.

Monsieur le Président

Pour les déchetteries, nous sommes en train de reconfigurer celle de Castelnau-le-Lez et celle d'après n'a pas encore été décidée.

Monsieur PASTOR

Avons-nous un plan pour pouvoir dire aux gens.

Monsieur le Président

Nous n'avons pas décidé celle que nous ferions après. En sachant que c'est à peu près 700 000 euros la réfection d'une déchetterie. Pour l'instant, nous sommes sur Castelnau. Je mets aux voix l'affaire 52. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - DÉSIGNATIONS**Monsieur le Président**

Il s'agit de la mise en place des commissions de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vais vous indiquer le nom des commissions, la présidence et le vice-président ou la vice-présidente déléguée. Sachant qu'il y a, par nature et par essence, 10 hommes et 10 femmes qui ont été élus vice-présidents et qu'avec la métropole, nous avons intégré 5 vice-présidents nouveaux, 4 vice-présidentes et un vice-président.

- Commission Administration générale, contentieux, affaires juridiques, Madame Guiraud, maire de Saint-Jean-de-Védas.
- Commission Agro écologie et alimentation, Isabelle Touzard, maire de Murviel.
- Commission Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage, Catherine Dardé.

- Commission Culture, Bernard Travier.
- Commission Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public habitat, Stéphanie Jannin.
- Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche innovation international et artisanat, Chantal Marion.
- Commission Énergie et transition énergétique, vice-présidente Michèle Cassar.
- Commission Finances, Max Lévit.
- Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, Régine Illaire.
- Commission Logement, Noël Ségura.
- Commission Participation citoyenne, performances et évaluation des politiques publiques, Éliane Llioret.
- Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, vice-présidente Jacquie Galabrun-Boulbes.
- Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté et espace public, vice-président Cyril Meunier.
- Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche, vice-président Laurent Jaoul.
- Commission Ressources humaines, vice-président Pierre Bonnal.
- Commission Service public de l'eau et de l'assainissement, vice-président René Revol.
- Commission Sports et traditions populaires, président Jean-Luc Meissonnier.
- Commission Transports et mobilité, présidente Isabelle Gianiel.
- Commission Valorisation et protection animale biodiversité, vice-président Jean-François Audrin.
- Commission Voiries et espaces publics, Rabii Youssous.

Voilà les 20 commissions. Je rappelle que dans ces commissions peuvent s'inscrire à la fois les élus métropolitains, mais aussi tous les élus des communes de la métropole, ceux de Montpellier aussi évidemment. Je mets aux voix les 20 commissions ainsi énoncées. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - NOUVELLE DÉLÉGATION DU CONSEIL AU PRÉSIDENT

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DE L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY (ITIC) - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AU SEIN DU CONSEIL ADMINISTRATION

Monsieur le Président

Qui nous a demandé un représentant de la Métropole grâce au deuxième pilier numérique. Je vous proposerai la candidature de Sonia Kerangueven, conseillère municipale déléguée à la Smart city auprès de Chantal Marion. Y a-t-il d'autres candidats ? Je ne prendrai pas part au vote parce que je préside l'ITIC dans le cadre universitaire. S'il n'y a pas d'autres candidats, je mets aux voix la candidature de Sonia Kerangueven. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté et élue à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CCAS DE MONTPELLIER - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Engagement de la procédure, approbation autorisation de signature. Monsieur El Kandoussi, conseiller spécial délégué à la communication.

Monsieur El KANDOUSI

Monsieur le Président, mes chers collègues. La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole entraîne un important transfert de compétences et renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, notamment concernant la ville-centre et le CCAS. Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication entre la ville de Montpellier et la métropole, dans un souci d'harmonisation et de rationalisation, notamment financier et de cohérence des actions de communication. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordinatrice du groupement. Ce marché portera sur la communication institutionnelle. Elle se composera de deux lots. Lot 1 communication de développement sur les six axes stratégiques de la métropole : santé, numérique, agro-écologie et alimentation, culture, patrimoine et égalité des chances. Lot 2 : communication de proximité. La communication de proximité s'entend comme la communication des services proposés à la population : logement, eau, assainissement, écoles, solidarité, transports de proximité, propreté et sécurité. Elle intègre également les enjeux de démocratie locale. Son périmètre sera avant tout local.

Le marché alloti prendra la forme d'un marché à bon de commande sans minimum ni maximum, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres restreinte. Sa durée sera d'un an reconductible trois fois. Pour les deux lots, les besoins estimés de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole sont chacun estimés à 600 000 euros HT annuel, soit 2,4 millions d'euros HT sur la durée total du marché chacun.

Les besoins estimés du CCAS de Montpellier s'élèvent à 35 000 euros HT annuel.

L'estimation globale des besoins de groupement s'élève donc à 1,235 million d'euros annuels.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur El Kandoussi. Qui souhaite s'exprimer sur cette affaire qui est la communication de la métropole autour des six piliers ? C'est la communication institutionnelle, mais c'est aussi destiné à donner une ligne de communication, un axe de communication pour la métropole. C'est la communication institutionnelle et quelque part la stratégie en communication pour la métropole autour de ces six piliers. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°57 : HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC ROUSSILLON - ASSOCIATION FISE - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

Monsieur le Président

Il s'agit là du rapport de la chambre régionale des comptes sur l'association FISE et c'est le rapport des observations définitives. Vous avez pris connaissance de ce rapport. La loi demande à ce que nous le fassions parvenir à chacun des conseillers communautaires. C'est dans ce cadre-là que vous l'avez reçu. Souhaitez-vous prendre la parole ?

Tant que je suis dans ce chapitre, les différents audits qui ont été lancés, et je parle là aussi bien de la métropole que de la ville, seront rendus publics lorsqu'ils seront totalement terminés. Certains le sont pratiquement, d'autres le seront un peu plus tard. J'ai indiqué que la grande majorité de ces audits serait présentée début avril. Cependant, si certains se terminent un peu plus tôt, je les communiquerai plus tôt de façon publique. Est-ce que vous souhaitez vous exprimer sur l'affaire 57 ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3532DC13 - MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BÂTIMENTS CULTURELS DU SECTEUR 3 : MUSÉES ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE - AVENANT N°1 AUX LOTS N°1 ET 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit là du marché de maintenance multi technique des bâtiments culturels du secteur 3, musées et enseignement artistique. Souhaitez-vous des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : HORS COMMISSION – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION DE SERVICES COMMUNS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit là de la création de services communs entre la métropole et la ville de Montpellier sur la Direction du cabinet, sur la création d'un service commun de DirCom et sur la communication. En fait, pour limiter les frais des deux institutions, j'ai demandé à Christian Fina de diriger en même temps la ville et la métropole. Je vais faire la même chose au niveau du cabinet, ville et métropole. Je ferai la même chose au niveau du directeur de la communication, ville métropole. Et peut-être, de la Direction de la culture pour harmoniser l'ensemble des propositions culturelles. Mais bien entendu, dans ce cas-là, c'est la métropole qui aura la primauté de l'action et Montpellier sera considérée comme les autres communes sous le champ de la métropole. Avez-vous des observations à formuler sur l'affaire 59 ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie et je vous donne rendez-vous à la prochaine séance du conseil de métropole le 5 mars pour le DOB.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée.